

Brisez l'étau des bureaucrates !

Des grèves maintenant contre l'austérité !

Occupations en Lorraine !

1er décembre. — La semaine dernière à Denain, la colère étouffée de la classe ouvrière a éclaté au grand jour. Pendant un moment, la voix des ouvriers a chassé le ronronnement des magouillages pour les municipales, les chamailleries cyniques à la table des négociations de l'UNEDIC.

Ce fut une leçon concentrée sur la nature du front-populisme. Mauroy, venu faire le colportage, pour un autre schéma de "restructuration" pour cette région dévorée par la crise, fut, semble-t-il, reçu "courtoisement" par les notables de Valenciennes rassemblés pour la circonstance, y compris le sénateur RPR Carous qui trouva ses idées pour l'austérité "fort intéressantes".

Mais quand il arriva à Denain, où les ouvriers ont été tant de fois dupés par les sociaux-démocrates (rappelez-vous 1979), Mauroy eut droit à une réception tout à fait différente. Le premier ministre, accueilli par une foule hostile de 200 personnes, ne put parvenir au théâtre municipal qu'entouré d'une cohorte de larbins réformistes et de sapeurs pompiers :

"...l'entour des manifestants réclamaient bruyamment 'Du travail! Plus de promesses', et (...) un délégué de la CFDT muni d'un mégaphone, criait 'Vendus! Trahisons!'

"Plusieurs autres centaines de sidérurgistes mécontents — des jeunes, des vieux, des femmes aussi — attendaient le chef du gouvernement devant le théâtre municipal, où son entrée, sous les sifflets, a donné lieu à quelques bousculades. Cette foule a suivi de l'extérieur, dans le vent froid, le discours de M. Mau-

roy, le ponctuait de sarcasmes et de huées. "Le mécontentement de cet auditoire ouvrier ne paraissait pas orchestré. Son expression était spontanée. Les rares appels à la modération de certains habitants n'étaient pas entendus."

—le Monde,
28-29 novembre

Oui, il y a un mécontentement important dans la classe ouvrière, avec ce front populaire d'austérité et de guerre froide, et il est étouffé. Il ne pourrait y avoir d'expression plus claire de la crise de direction à laquelle le prolétariat est aujourd'hui confronté, parce que la volonté de lutter existe, étouffée par la bureaucratie réformiste briseuse de grève. "Seul un gouvernement de gauche peut obtenir l'adhésion populaire à des mesures d'austérité", se vante Mitterrand. En dernier recours, les sociaux-démocrates peuvent compter sur les Marchais, Krasucki, Maire, Bergeron et Cie pour imposer leur austérité teintée de rose en enfermant le prolétariat dans l'étau de la collaboration de classe. Avec cet atout, le front populaire peut prendre des mesures anti-ouvrières auxquelles Giscard et Barre ne pouvaient que rêver.

Ainsi, pendant que les gaullistes et les sociaux-démocrates se serraient la main sous le signe de l'austérité à Valenciennes, à Denain le PCF aida à former un bouclier humain pour ce traître contre la colère des ouvriers. Mais avec Denain et



la sidérurgie lorraine, une petite lampe vient de s'allumer et clignote sur le tableau de contrôle du gouvernement et des bureaucrates qui le soutiennent: ne risque-t-il pas d'y avoir d'autres Denain, où la "protection" des bureaucrates pourrait bien sauter en éclats, laissant le gouvernement directement confronté à la classe ouvrière?

Quoique n'étant pas encore des révolutionnaires conscients — loin de là —, ces ouvriers, avec leur mot d'ordre "Du travail! Plus de promesses!" comprennent bien mieux la nature réelle du front populaire que Krivine, Lambert et le reste de l'"extrême gauche" opportuniste qui continuent à bêler "Encore des promesses" dans le sillage de la social-démocratie, et qui cherchent à contenir le mécontentement des travailleurs dans le cadre de défaite du parlementarisme bourgeois. Les sidérurgistes, frappés de plein fouet par des licenciements massifs, ont besoin d'une perspective de lutte de classe pour vaincre. Sinon, leur extraordinaire combativité va s'épuiser dans des actions de désespoir. Choisissez des actions d'une nature quasi-insurrectionnelle. Mais abandonnés par leurs directions traîtres embourbées dans le soutien au gouvernement qui attaque les sidérurgistes, les travailleurs de la Chiers en sont venus à se joindre aux écologistes petits-bourgeois dans des actions combattives, mais sans issue. Sidérurgistes de Lorraine, ne dévoyez pas votre combativité et vos puissantes traditions de lutte prolétariennes dans des actions désespérées! Le capitalisme et son loyal gérant, Mitterrand, ont condamné à mort la sidérurgie lorraine. Mais il est possible de s'opposer aux fermetures d'usines et aux licenciements. Déjà le gouvernement a reculé en accordant deux ans et demi de garantie de salaire après 83 et cinq ans de garantie d'emploi sur la région.

Emparez-vous des usines! De telles occupations d'usines, en portant un coup à la sacro-sainte propriété capitaliste, constitueront une réelle menace pour la bourgeoisie et le gouvernement à son service; et elles peuvent (à la différence des actions désespérées) devenir une étincelle dans toute la sidérurgie, provoquant la nécessaire unité de combat avec les sidérurgistes des usines modernes ("rentables"), comme à Dunkerque, touchés eux aussi par la politique gouvernementale de rationalisation de la sidérurgie et plus généralement par toute sa politique anti-ouvrière, et qui ont le pouvoir économique d'être le fer de lance d'une riposte d'ensemble de la sidérurgie pour faire céder le gouvernement.

LA SECURITE SOCIALE SUR LA TABLE DE DISSECTION

Après les licenciements massifs dans la sidérurgie, après le blocage puis la police des salaires, vient l'attaque sur les services sociaux fondamentaux. Depuis des mois les patrons, le gouvernement et les bureaucrates syndicaux jouent avec ce que le Monde, impatient que se réalisent une bonne fois pour toutes les coupes sombres dans la sécurité sociale et l'UNEDIC, a appelé un "bien mauvais et sinistre cinéma". D'accord il y a eu beaucoup de "cinéma", mais ces bourgeois ont beaucoup à apprendre sur le grand art de la trahison bureaucratique de la classe ouvrière. Face à un déficit de 26 milliards, le gouvernement a proposé 13 milliards d'"économies" anti-ouvrières pour l'UNEDIC, alors que les bureaucrates syndicaux en ont proposé 10 milliards et le CNPF 17. Le but de cette comédie était, bien sûr, d'arriver au chiffre de 12 milliards après beaucoup de tours de table, de telle sorte que les bureaucrates puissent dire qu'ils



A Denain,
les ouvriers
ont crié:
«Mauroy
vendu!»

AFP

Brisez l'état ...

Suite de la page 1

ont sauvé "ce qui peut l'être" du système de protection sociale.

Pour la plupart des catégories, les allocations chômage vont être réduites du maximum de 90% du salaire antérieur à 80%. L'allocation spéciale va durer seulement 6 mois à la place d'une année entière. Les allocations pour les pré-retraités vont être abaissées à 65% et ils devront supporter des charges sociales accrues de 5,5% sur ce revenu déjà maigre!

Et les grandes concessions "arrachées" en échange par les traités de la bureaucratie syndicale? La période minimum d'emploi nécessaire pour l'indemnisation reste de trois mois — mais l'indemnisation va aussi durer seulement trois mois. Ce sont en fait les bureaucrates qui ont proposé que la durée de l'indemnisation soit proportionnelle à la durée de l'emploi.

Les cotisations patronales pour la sécurité sociale sont bloquées jusqu'à fin 1983, alors qu'en même temps les allocations familiales sont bloquées, réduites ou même supprimées. Mais cela n'est pas assez. Le Monde (6 novembre) pose la question: "La France va-t-elle enfin adapter le financement de la sécurité sociale aux réalités internationales de l'économie et permettre aux entreprises de mieux affronter la concurrence mondiale?" La réponse est oui, parce que le changement dans le financement des allocations familiales (impôts indirects plutôt que cotisation directe) "marque un véritable tournant dans l'histoire des trente-sept années de la sécurité sociale".

C'est un fait élémentaire de la vie économique que les impôts, comme la TVA, qui frappent "tout le monde" frappent le plus durement les familles ouvrières. Ainsi le changement dans le financement, comme la vignette de Bérégovoy sur l'alcool et le tabac et le forfait hospitalier, est profond-

ment injuste et discriminatoire envers la classe ouvrière, et cela signifie déplacer le fardeau du financement des services sociaux pour en décharger les entreprises capitalistes et le mettre sur le dos des classes moyennes et des ouvriers.

PRODUISONS FRANÇAIS: UTOPIQUE ET REACTIONNAIRE

La réponse capitaliste à la crise économique mondiale associe le protectionnisme à cette campagne pour l'austérité fiscale, le transfert des ressources des services sociaux à l'accumulation du capital privé. Avec le déficit commercial et la dette extérieure de la France, et les mesures protectionnistes contre les Japonais qui font la une, il est important de se rappeler que, comme nous l'écrivions en juin 81, "la vision du 'socialisme' partagée par le PS est une version 'super-efficace' du capitalisme français" dans laquelle "les nationalisations ne sont envisagées que dans la perspective d'aider le capitalisme français à conquérir une plus grande part du marché mondial" (le Bolchévik n°26). Protectionnisme... comme promis.

Parce que, avec la faillite de la panacée keynésienne appliquée au début par les sociaux-démocrates et la détérioration de la compétitivité internationale de la France à cause de l'inflation, les schémas grandioses pour la "restructuration" industrielle sont accompagnés de mesures ouvertement protectionnistes, comme l'affaire de Poitiers. En même temps, le gouvernement adopte ouvertement l'idéologie barriste, attribuant le déficit à une demande excessive des consommateurs qui ne peut être satisfaite par les producteurs français.

La solution est alors, pour les gérants sociaux-démocrates du capitalisme français malade, de saigner les masses ouvrières, le tout accompagné de l'habituel moralisme réactionnaire (les tirades de Bérégovoy contre l'alcool et le tabac, la déclaration de Jobert comme quoi nous n'avons pas besoin de magnétoscopes) qui

trouve son apothéose dans le culte de Mendès-France et de la "rigueur".

Mais cette sorte de tartufferie n'est pas vraiment destinée à séduire la classe ouvrière. Ce sont plutôt les sociaux-chauvins du PCF qui prônent "Produisons français", essayant d'enchaîner le prolétariat aux destinées de ses maîtres capitalistes, en prétendant démagogiquement que cela va sauver des emplois. Mais cet appel à sauver des emplois contre les concurrents étrangers et à maintenir les profits de la bourgeoisie française, même au prix de licenciements massifs parmi les prolétaires des autres pays est un pur poison.

Utopique parce qu'à l'époque impérialiste, la division internationale du travail du marché mondial ne permet pas une réelle auto-suffisance nationale. Plus concrètement, le protectionnisme signifie l'inflation. Bannir les produits meilleur marché et de meilleur qualité fabriqués "ailleurs" peut seulement signifier une baisse du niveau de vie de toute la classe ouvrière, et la création d'un marché protégé pour la bourgeoisie française signifierait des hausses exorbitantes des prix monopolistiques.

En même temps, les ripostes inévitables des concurrents impérialistes de la France à la fermeture du marché français impliqueraient une réduction des exportations françaises et, par là même, de l'emploi. Bénéfice net pour le prolétariat zéro.

Comme Trotsky l'a écrit de tentatives similaires dans les années 30:

"La tâche progressive qui consiste à savoir adapter l'arène des rapports économiques et sociaux à la nouvelle technologie est renversée et devient un problème de savoir comment restreindre et diminuer les forces productives afin de les adapter aux vieilles arènes nationales et aux vieilles relations sociales (...).

"La politique d'une économie fermée implique la restriction artificielle de celles des branches de l'industrie qui sont capables de fertiliser avec succès l'économie et la culture d'autres pays. Elle implique aussi l'implantation artificielle d'industries qui n'ont pas, sur place, sur le sol national, de conditions favorables à leur implantation. Cette fiction de l'auto-suffisance de l'économie provoque ainsi des dépenses supplémentaires excessives dans deux directions."

—"Nationalisme et vie économique",

Oeuvres, tome 3

Mais le principal motif de notre opposition au protectionnisme n'est pas que c'est un gâchis économique, bien que c'en soit assurément un. Le protectionnisme détourne la lutte pour le plein emploi et pour un niveau de vie plus élevé du combat pour le collectivisme socialiste vers la concurrence contre le capital et les travailleurs étrangers, en alliance avec sa propre bourgeoisie.

Marchais, dans une récente conférence (l'Humanité, 30 novembre), explique que la crise actuelle tient à l'existence même du système capitaliste et que, pour sortir de la crise, il faut changer la société. Bien. Mais tous ces beaux discours ne couvrent qu'un plat chauvinisme: si ça ne marche pas, c'est que les patrons sont de mauvais Français! "Cette politique [des patrons] d'abandon national a livré notre marché intérieur à la poussée d'importations tout à fait excessives." Donc, "Produisons français" et "Retrouvons nos manches".

Ce n'est pas par hasard que le parti de "Produisons français" est aussi le parti de la provocation chauvine de Vitry en décembre 1980. Jusque-là nous avions envisagé de donner un soutien électoral critique, dans les présidentielles de 81, à Marchais qui, non seulement — et pour une fois — se présentait indépendamment de tout partenaire bourgeois, mais critiquait les fronts populaires de 36, 44 et 72 pour avoir toujours profité à la bourgeoisie et attaqué Mitterrand pour sa politique de collaboration de classe et son "atlantisme". Mais avec Vitry et la campagne chauvine qui l'a accompagné, voter Marchais devenait impossible. Cela devenait un vote pour le chauvinisme

anti-immigrés. Prélude à son entrée dans le gouvernement anti-ouvrier de Mitterrand, Vitry représenterait pour le PCF un gage à la bourgeoisie qu'il était prêt à dresser l'une contre l'autre différentes couches de la classe ouvrière dans un conflit fratricide pour des logements, du travail, etc., qui se font rares. Le protectionnisme ne fait qu'étendre cela à une échelle mondiale. En fait, dès que l'on accepte le licenciement d'ouvriers japonais — ces "dégâts de travail", tenus pour aussi coupables que leurs exploités simplement à cause de leur nationalité —, il n'y a qu'un pas pour rendre les travailleurs immigrés responsables de voler le travail d'honnêtes Français!

Le PCF propose donc de fermer les frontières, non seulement aux magnétoscopes japonais mais à tous les travailleurs immigrés, alors même que le gouvernement social-démocrate refuse de délivrer des cartes de travail, explicitement sur la base du taux de chômage. Les sociaux-chauvins donnent ainsi satisfaction à des vermines fascistes comme Le Pen qui dit depuis longtemps qu'"immigration = chômage". Les réformistes assistent impuissants à une recrudescence de la violence raciste, de l'attentat à la bombe de la mosquée de Roman jusqu'aux ratonnades des chauffeurs de taxi marseillais et aux attaques racistes qui ont fait rage en Corse, encouragées en partie par leur politique économique social-chauvine.

Au bout du compte les travailleurs paient avec leurs vies. Car c'est un fait historique bien établi, les guerres commerciales mènent aux guerres tout court. Les tentatives de s'assurer un avantage commercial par une intervention directe de l'Etat provoquent une contre-intervention des Etats affectés. Les travailleurs qui feraient campagne pour un embargo anti-japonais pourraient bien demain se retrouver combattant leurs frères de classe japonais d'une façon très différente — beaucoup plus sanglante.

A l'époque de l'impérialisme, l'Etat-nation est devenu une entrave réactionnaire aux forces productives. Il est arrivé plus d'une fois dans l'histoire que, quand la révolution n'est pas assez forte pour résoudre à temps une tâche historiquement mûre, la réaction entreprend de le faire. Ainsi ce siècle-ci, les bourgeoisies concurrentes se sont-elles engagées deux fois dans des guerres mondiales interimpérialistes en essayant de réordonner le marché mondial à leur avantage. Maintenant nous sommes au bord d'une troisième guerre mondiale potentiellement plus destructrice que toutes les guerres précédentes réunies, avec pour objectif central de récupérer pour le marché mondial l'Etat ouvrier dégénéré soviétique.

Des économies planifiées rationnellement dans le cadre d'une division internationale du travail, et pas l'autarcie nationaliste, sont la réponse à l'irrationalité capitaliste et à la guerre impérialiste. Comme le disait Trotsky dans un article publié en 1929, "Le désarmement et les Etats-Unis d'Europe" (traduit par nos soins):

"Comment peut-on arracher l'économie européenne à son état de dispersion actuel et sauver les masses populaires d'Europe de la décadence et de l'esclavage?" (...)

"L'essence de notre époque tient en ce que les forces productives sont devenues définitivement trop grandes pour le cadre de l'Etat national et ont pris, principalement en Amérique et en Europe, des proportions en partie continentales, en partie mondiales. La guerre impérialiste est issue de la contradiction entre les forces productives et les frontières nationales. Et le traité de paix de Versailles, qui a mis fin à la guerre, n'a fait qu'aggraver encore plus cette contradiction. Autrement dit: grâce au développement des forces productives, le capitalisme n'est plus depuis longtemps capable d'exister dans un seul pays. Mais le socialisme peut être basé sur le monde, sur des forces productives bien plus développées, sinon le socialisme ne représenterait pas un progrès mais une régression par

Campagne d'abonnement au Bolchévik



Le Bolchévik

Le Bolchévik a désormais 100 nouveaux abonnés de plus. En trois semaines nos camarades ont vendu le nombre de points que nous nous étions fixés comme quota : 110. Le local de Rouen a dépassé son quota de 3 points avec 63 points, alors que Paris était juste au-dessous de son quota. Le reste des points obtenus comprend un abonnement vendu à Montréal par nos camarades de la Ligue trotskyste du Canada. Plusieurs abonnements ont été faits au journal de nos camarades américains, Workers Vanguard, et à d'autres journaux de la tendance spartaciste internationale. C'est notre camarade Gérard, de Rouen, qui va recevoir les trois tomes de E. H. Carr sur la Révolution bolchévique de 1917 pour avoir été le meilleur vendeur

de la campagne avec 17 points. Le second est le camarade Youssef avec 15 points.

Ce modeste mais réel succès montre qu'il est possible de lutter contre le sectarisme hérité du stalinisme et profondément ancré dans le mouvement ouvrier français en ce qui concerne l'achat de journaux des autres organisations: en effet plusieurs de nos nouveaux lecteurs, et surtout parmi les ouvriers, se sont abonnés bien qu'étant des lecteurs réguliers de l'Humanité ou de Rouge. Un étudiant est venu s'abonner justement en réaction à cette conception "religieuse" de la presse ouvrière partagée par toutes les organisations de gauche et d'"extrême gauche" pour protéger leurs militants de la "tentation" du débat politique.

Dans les cités universitaires et ouvrières de Paris et de Rouen, nos camarades ont vendu des centaines de journaux et des dizaines d'abonnements. Nous sommes fiers de compter parmi nos nouveaux abonnés 7 ouvriers de Renault-Cléon, bastion ouvrier de la région rouennaise, une des premières usines à s'être mise en grève en Mai 68 et une des dernières à avoir repris le travail. A l'hôpital psychiatrique de Sotteville, près de Rouen, nous avons également gagné trois abonnés parmi les employés en grève.

Cette campagne a permis aussi de faire connaître le Bolchévik dans d'autres villes, notamment Caen et Le Havre où nous comptons désormais de nouveaux abonnés.

Nous souhaitons la bienvenue à nos nouveaux lecteurs, en sachant qu'ils seront suivis par de nombreux autres.



Le Bolchevik



J.-L. Atlan-Syga

Le poison du protectionnisme dresse les travailleurs les uns contre les autres. En décembre 1980, à Vitry (à droite) le parti de "Produisons français" a organisé des travailleurs français en troupe de choc contre des travailleurs immigrés.

rapport au capitalisme. En 1914 j'écrivais: 'Si le problème du socialisme était compatible avec le cadre de l'Etat national, il serait par conséquent compatible avec la défense nationale.' La formule des Etats-Unis socialistes d'Europe est précisément l'expression politique de l'idée que le socialisme est impossible dans un seul pays. Le socialisme ne peut bien sûr atteindre son plein développement même dans les limites d'un seul continent. Les Etats-Unis socialistes d'Europe représentent un mot d'ordre historique qui est une étape sur la voie de la fédération socialiste mondiale."

Défense militaire de l'URSS! A bas le Marché commun de l'OTAN! Pas d'illusions dans la détente!

PAS DE DEMI-SOLUTION A LA DECADENCE DU CAPITALISME

Le front populaire est incapable de résoudre la crise — ou d'améliorer de façon significative le sort des travailleurs et des chômeurs — parce que la bourgeoisie en est incapable. La dépression actuelle est une crise cyclique, provoquée par la baisse du taux de profit, comme il y en eut régulièrement dans toute l'histoire du capitalisme. Les patrons "cassent", comme disent les stalinien, parce que les impératifs d'un système de production pour le profit bloquent périodiquement le développement des forces productives. Et un gouvernement de collaboration de classe comme celui de Mitterrand, engagé à protéger ce système, doit se plier à ses impératifs économiques.

Nous insistons sur cette vérité fondamentale à cause de la pléthore de plans réformistes avancés par les réformistes et les centristes et qui, au lieu de montrer la voie pour écraser ce système pourri et exproprier la bourgeoisie, proposent de l'améliorer, de l'ajuster ou de le modifier.

Ainsi avons-nous, par exemple, la proposition absurde de la LCR et du PCI, une loi pour interdire

les licenciements! Savent-ils que les impérialistes américains ont adopté une loi de ce genre en 1946, sans le plus petit effet? Des revendications, comme l'échelle mobile des heures de travail, pour lutter contre le chômage en réduisant la semaine de travail sans réduction de salaire, sont reprises par ces suivistes de la social-démocratie et vidées de leur contenu de lutte de classe, réduites à des panacées réformistes qui doivent être réalisées par des méthodes parlementaires.

Alors que le PCF vient ouvertement à l'aide du capitalisme français enligné dans la crise en proposant une nouvelle "Bataille de la production", dans laquelle les travailleurs rendraient eux-mêmes leur exploitation plus efficace, la LCR a en fait emprunté à l'attirail social-démocrate la notion de "démocratisation du lieu de travail". Ici aussi, on vide certaines revendications du Programme de transition de Trotsky ("dont la tâche consiste en une mobilisation des masses pour la révolution prolétarienne") de leur contenu révolutionnaire pour en faire des gadgets réformistes. Quand il ne fut plus possible de proposer aux travailleurs les nationalisations (par un appareil d'Etat bourgeois, dans l'intérêt de l'amélioration de la compétitivité internationale du capitalisme français), après les licenciements et les lock-outs dans la sidérurgie, l'industrie automobile et d'autres industries nationalisées, la LCR commença à parler de "contrôle ouvrier" comme complément nécessaire des nationalisations.

Mais la propagande de la LCR autour de l'abolition du secret commercial démontre que sa conception du contrôle ouvrier est tout aussi éloignée de la notion marxiste révolutionnaire de "double pouvoir dans l'usine" que le baratin ronflant du PCF sur les "nouvelles formes de gestion" — en réalité une "nouvelle forme" de collaboration de classe, ne différant en rien des plans de "cogestion" social-démocrate.

La LCR, faisant référence à la déclaration de Mitterrand comme quoi "l'entreprise appartient à tous", est tombée assez bas pour écrire: "Comment la grande bourgeoisie, à peine 2 à 3% de la population, pourrait-elle avoir autant de poids à elle seule que l'ensemble des 80% de salariés, par exemple?" (Rouge n°1038, 12-18 novembre). Comment? Par la possession des moyens de production. C'est pourquoi il est nécessaire de l'exproprier! Mais la LCR ne semble pas penser la même chose, car sa seule revendication est la levée du secret commercial pour que "l'entreprise soit l'affaire de tous". Tous!?

Enfermés dans la stratégie futile de faire pression sur le gouvernement anti-ouvrier de Mitterrand, la LCR et le reste de l'"extrême gauche" opportuniste se cantonnent aux revendications les plus minimales face à la crise capitaliste, juste comme le PC et le PS justifient leurs plans d'austérité en déclarant que "les patrons ne peuvent plus payer". C'est seulement en se préparant à éliminer la cause du chômage et de l'inflation — le système capita-

liste — que les travailleurs peuvent espérer stopper la dépression. Et il faut pour cela non seulement des actions militantes dans l'industrie, mais aussi rompre politiquement avec la collaboration de classe du front populaire et remplacer les auxiliaires ouvriers du capital par une direction prête à se battre pour la victoire au lieu de pour quelques miettes.

Alors que les bureaucrates réformistes marchent avec les patrons de combien il faut réduire les services sociaux et que l'"extrême gauche" se limite à défendre le statu quo, les trotskystes réclament, dans la situation actuelle de chômage massif, de grands travaux publics avec des salaires décents. Gratuité des services sociaux de base (santé, transports en commun, etc.). Allocations chômage sans limitation de durée et sans condition, correspondant à l'entièreté du salaire. (La LCR n'est plus capable d'avancer cette revendication minimum.)

Non au protectionnisme et aux expulsions! Pour la solidarité internationale de la classe ouvrière — droits de citoyenneté tout de suite pour les travailleurs immigrés!

Lancez immédiatement une lutte pour une diminution de la semaine de travail sans perte de salaire, la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières, et l'échelle mobile des salaires!

Mais la tâche la plus urgente, ce sont certainement des occupations d'usines et des grèves pour mettre fin aux licenciements massifs et aux fermetures d'usines! Les ouvriers de Denain et d'autres villes sidérurgiques mènent une lutte désespérée contre les plans d'austérité de Mitterrand et Mauroy. Pour la plus grande partie de cette industrie, le choix aigu est déjà posé: soit l'expropriation de la bourgeoisie et la reconstruction socialiste dans le cadre d'une véritable économie planifiée, soit la dévastation d'une région entière.

Mais les ouvriers de Denain et de la Chiers ont de précieux alliés: les sidérurgistes d'usines modernes comme Dunkerque, qui n'en sont pas moins confrontés au chômage technique et à la répression antisyndicale. Ils ont le pouvoir économique pour servir de fer de lance à une contre-offensive pour le travail pour tous. Il faut repousser ces attaques, et il faut qu'il soit immédiatement mis fin aux mesures antisyndicales, comme la récente décision de justice imposant des amendes à des syndicats en grève pour avoir fait entrave au soi-disant "droit au travail" pour les jaunes. Il faut défendre toutes les grèves contre

les attaques des briseurs de grève, officiels et non-officiels, de la bourgeoisie, avec des piquets de grève de masse soutenus par des détachements ouvriers d'autodéfense, les embryons d'une future milice ouvrière.

Il faut pour cela non pas seulement occuper les usines mais constituer des comités de grève démocratiquement élus pour mener la lutte à bien et remplacer les bureaucrates capitulards par une direction alternative de lutte de classe basée sur le programme révolutionnaire trotskyste. Une direction décidée à exproprier sans compensation toute la classe capitaliste et à instituer un véritable gouvernement ouvrier basé sur les organes de double pouvoir — comités de grève, comités d'usine et finalement soviets —, pas des comités parlementaires!

"Les propriétaires et leurs avocats démontreront l'impossibilité de réaliser" ces revendications. Les capitalistes de moindre taille, surtout ceux qui marchent à la ruine, invoqueront, en outre, leurs livres de comptes. Les ouvriers rejeteront catégoriquement ces arguments et ces références. Il ne s'agit pas du heurt 'normal' d'intérêts matériels opposés. Il s'agit de préserver le prolétariat de la déchéance, de la déqualification et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressiste et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse! La 'possibilité' ou l'impossibilité de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport de forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste."

— Léon Trotsky, le Programme de transition

Un tel rapport de force ne peut évidemment se constituer sur le terrain parlementaire, terrain sur lequel néanmoins la LCR et le PCI — cautions de gauche de Mitterrand — cherchent à détourner la classe ouvrière. Pour le prolétariat, l'issue est dans sa mobilisation extra-parlementaire, indépendamment et, plus précisément, contre le front populaire au pouvoir. Rompez avec Mitterrand! Pour un gouvernement ouvrier!

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance trotskyste internationale, pour renforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Jean Thibault (rédacteur en chef), Josiane Alder (révision), William Camuzave, Marc Delvaux, Suzanne Girard. DIFFUSION: Jean-Luc Guillemain. DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lecœur.

Pour toute correspondance: - Paris: Le Bolchevik B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10 (Téléphone: 208.01.49) - Rouen: M. Benoît, B.P. 517, 76009 Rouen cedex.

Imprimeries L.C.T., 51 rue Olivier Métra 75020 Paris.

Commission paritaire: n° 59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

ABONNEZ-VOUS!

au journal de la Ligue trotskyste de France!

LE BOLCHEVIK: n° 135-10 75463 Paris cedex 10

NOM: _____

ADRESSE: _____

(à compléter: 30 F (France))

(hors Europe: 40 F (Irlande: 60 F) étranger: mandat poste international)



Pétition-Pression

La LCR aux ouvriers : «A vos stylos!»

Ci-dessous le tract distribué sur plusieurs entreprises de la région rouennaise, dont l'hôpital psychiatrique alors en grève. Au pays où l'organisation de Krivine a lancé sa pétition, la grève de l'H.P., où des militants LCR ont joué un rôle dirigeant, prend une valeur particulière de test. Délégations multiples, depuis les élus locaux du PC et du PS jusqu'aux ministres en tous genres. En six semaines, les travailleurs de l'H.P. ont eu le temps d'expérimenter la politique de pression de la LCR sur Mitterrand. Ultime pression: une grève de la faim dans le hall du ministère (cf. photo ci-dessous). Action désespérée, résultat de la politique de pression des bureaucrates de la LCR et autres qui ont refusé de construire une vraie grève, et qu'ils vont utiliser pour finir de démobiliser les grévistes. Le travail a repris à l'H.P. le 26 novembre. "Nous n'avons obtenu que des résultats encore trop limités sur nos revendications", explique le communiqué de reprise CGT-CFDT-comité de grève (Paris-Normandie, 29 novembre). Seulement trois des licenciés ayant été réintégrés (*le Matin*, 29 novembre) et les avantages acquis remis en cause, cet échec confirme ce que nous écrivions dans notre tract: "Pression sur Mitterrand: une stratégie de défaite!"

Contre la classe ouvrière, l'austérité, le blocage des salaires, attaques contre la sécurité sociale, renforcement de l'appareil policier, provocations antisoviétiques, "ratissages" des paras au Liban, etc. Dans l'agglomération rouennaise, les ouvriers de la métallurgie et de la chimie prennent de plein fouet les conséquences de la restructuration: fermetures et licenciements massifs à l'APC, Péchiney Ugine Kuhlman, Julin, Eclair Prestyl, etc. Le gouvernement Mitterrand est en train de réussir là où Giscard/Barre ont échoué: il impose à la classe ouvrière le programme d'austérité que réclame l'aggravation de la crise économique capitaliste sans provoquer d'affrontements de classe de grande envergure.

Cependant, Mitterrand ne l'a pas fait tout seul. Les dirigeants et aspirants dirigeants de la classe ouvrière, du PCF réformiste à la LCR centriste, ont chacun à leur façon contribué à mettre la bride sur la colère des masses.

Nous, la Ligue trotskyste, avons refusé de voter pour Mitterrand. Nous avons dit que son programme était si explicitement anti-ouvrier que même la présence de ministres bourgeois dans son gouvernement semblait superflue. En juin 1981 déjà, le Bolchévique expliquait que "l'issue [de la crise économique] est dans la mobilisation des travailleurs indépendamment du front populaire, ou plus exactement contre le front populaire". Par contre, les illusions dans Mitterrand ont été soigneusement entretenues par les bonimenteurs du front populaire, de gauche comme d'extrême gauche.

Au début de la campagne des présidentielles en 1980, Marchais, parlant des alliances avec les sociaux-démocrates, proclamait: "Trois fois ça suffit." Pendant quelques mois nous avons envisagé de donner un soutien critique à sa candidature formellement indépendante. Deux ans plus tard, le mot d'ordre du PCF est "retrouvez vos manches": un appel aux ouvriers à travailler encore plus dur pour préserver les profits du capitalisme français. Entre temps, les dirigeants du PCF, rompus

depuis longtemps à d'adroites trahisons de la classe ouvrière, se sont obstinément prosternés devant Mitterrand après son élection; l'incident raciste de Vitry avait été un acompte versé pour les quatre sièges au gouvernement; il n'a plus été possible alors de voter pour Marchais. Ce n'est pas pour rien que Trotsky appelait les stalinien "des sociaux-démocrates de la deuxième mobilisation".

NON AU FRONT POPULAIRE D'AUSTERITE ET DE GUERRE FROIDE!

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), quant à elle, a dit au moment de l'élection de Mitterrand que c'était "une victoire" et un "premier pas". Un premier pas, certes... mais vers l'austérité! Aujourd'hui, la LCR rabâche en gémissant: "On (qui signifie pour la LCR la classe ouvrière) ne vous a pas élus pour ça." Il y a deux choses grossièrement fausses là-dedans:

Premièrement, les ouvriers avaient beaucoup de méfiance pour cet politicien bourgeois devenu social-démocrate par carriérisme. Mitterrand n'est même pas Léon Blum. Qui alors a fait élire Mitterrand? L'appareil du PCF s'est démené pour amener des voix au PS, au point y compris de diminuer son pourcentage habituel de voix au premier tour. La LCR, sous couvert d'"unité" contre la

classe ouvrière, a tout fait pour mettre ce front populaire au pouvoir. Secundo, le but des fronts populaires (alliances entre les partis ouvriers et des éléments même très petits de la bourgeoisie) n'est pas de mener la lutte des classes. L'histoire nous démontre exactement le contraire. Ce sont les fronts populaires qui font le jeu de la droite. Ils désarment et démobilisent la classe ouvrière en canalisant sa puissance de mobilisation dans le cadre parlementaire. C'est la leçon des fronts populaires de 36 et de

l'après-guerre, qui ont préparé le terrain respectivement pour Pétain et de Gaulle; c'est la leçon de la guerre civile espagnole et du Chili d'Allende. Et c'est parce que Lénine, Trotsky et le Parti bolchévique ont dirigé les ouvriers russes en 1917 dans le combat pour leurs justes revendications contre le front populaire d'alors, la coalition gouvernementale de Kerensky, que les ouvriers et paysans russes ont obtenu non seulement "la paix, le pain, la terre" mais aussi le pouvoir des soviets.

Mitterrand n'a jamais promis le paradis aux ouvriers — il a par contre promis d'essayer de faire fonctionner efficacement le capitalisme, par une série d'acrobaties économiques rocambolesques qui, toutes, sont parties en fumée sous l'impact de la crise mondiale du capitalisme et de ses répercussions inévitables en France. Sous le capitalisme, ce sont les ouvriers qui paient la crise. Donc, lorsque la LCR explique: "On ne vous a pas élus pour ça", la seule réponse logique c'est: "Mais si!"

Le front populaire de Mitterrand n'est pas identique au gouvernement Giscard/Barre. En quoi est-il différent? Il a été élu avec le soutien explicite des dirigeants traîtres de la classe ouvrière. Pour rembourser leurs "frais de campagne", celui-ci doit tolérer des pressions de la part des "amis" ouvriers de la classe des capitalistes" (c'est ainsi que Lénine nommait les bureaucrates syndicaux et les dirigeants des partis réformistes de masse).

Aujourd'hui, ce n'est pas seulement le PCF qui accepte ce cadre — la pression parlementaire — mais c'est aussi la LCR. Ces centristes, face à un front populaire qui subit la pression de la réaction, s'ingénient à faire contre-pression sur la gauche. Mais, ce faisant, ils maintiennent les ouvriers dans la pince du parlementarisme bourgeois: ici, soit Mitterrand, soit Chirac. La seule et unique

perspective désespérée qu'ils offrent donc aux éléments avancés de la classe ouvrière, c'est de faire pression sur le gouvernement pour que celui-ci gouverne contre les patrons. Pression par la pétition, grève dite "d'avertissement", manifestation de rue sur des mots d'ordre "réalisables" et "compréhensibles", autrement dit les mots d'ordre et le programme qu'ont imposés les dirigeants réformistes traîtres, comme ceux du PCF, dans la conscience de la classe ouvrière.

PRESSON SUR MITTERRAND — UNE STRATEGIE DE DEFAITE!

La LCR fait actuellement circuler une pétition qui recueille de nombreuses signatures d'ouvriers furieux et frustrés de la politique poursuivie par le gouvernement. Quelle stratégie cette pétition révèle-t-elle? D'abord, dans un document moins largement diffusé que la pétition, la LCR s'efforce d'expliquer que la pétition n'est pas dirigée contre Mitterrand: "Il faudrait ne pas savoir lire pour comparer la pétition que nous adressons aujourd'hui à F. Mitterrand et aux députés du PC et du PS avec celles que nous faisons signer avant le 10 mai et en conclure: 'Celle-là aussi est contre le gouvernement'" ("Pour répondre à quelques questions"). Et comment la LCR pourrait-elle s'opposer à Mitterrand quand elle est de son côté dans sa guerre froide antisoviétique, depuis le soutien aux mollahs réactionnaires en Afghanistan jusqu'à son soutien à Solidarnosc qui cherche à restaurer le capitalisme en Pologne.

Ensuite, toute la stratégie développée dans la pétition est en contradiction avec une leçon élémentaire de la lutte des classes: ni les patrons, ni leur gouvernement ne font cadeau de quoi que ce soit aux ouvriers. Les acquis du mouvement ouvrier sont le résultat de la lutte extra-parlementaire. Ce qu'on a obtenu en 36 et en 68 a été gagné par l'arrêt total de la production qui a mis les capitalistes à genoux et qui a même menacé leur domination politique.

La pétition de la LCR n'est pas une tactique d'appoint. Elle représente l'axe central de sa politique. Cela se voit clairement lorsque la LCR appelle (à l'occasion) à la grève. Comme les stalinien, elle présente maintenant la grève comme restant strictement dans les limites des tactiques de pression parlementaire: "Il faut donner la possibilité aux travailleurs de taper du poing sur la table" (*Rouge* n° 1028, 3-9 septembre). Elle se réfère ici à ses appels occasionnels à des grèves d'avertissement de 24 heures. Et que sont ensuite censés faire les travailleurs? Rentrer chez eux et regarder les informations du soir pour voir si aujourd'hui on a débattu de leur "tapage de poing" au Palais Bourbon?

La LCR est plus préoccupée par le maintien au pouvoir du front populaire que par les intérêts de la classe ouvrière; si l'on en doute, il suffit de voir comment elle se pose maintenant en conseiller économique de ce gouvernement bourgeois: après avoir dénoncé les "attaques contre le franc", elle propose à Mitterrand, comme "mesure élémentaire", "la sortie du système monétaire européen" (*Rouge* n° 1030, 17-23 septembre). De plus, elle a emprunté au PCF son programme chauvin de protectionnisme économique, revendiquant un "contrôle du marché extérieur en refusant de subir les pressions impérialistes" (comme si la France de Mitterrand n'était pas aussi impérialiste que celle de Giscard). Ce remède miracle réformiste classique à la crise capitaliste est un programme pour aligner la classe ouvrière derrière sa propre bourgeoisie dans la guerre commerciale — et il jette les bases pour le social-patriotisme dans une vraie guerre impérialiste. De plus, le protectionnisme ne marche même pas. Le contrôle des importations ne sert pas à créer de nouvelles industries, mais plutôt à maintenir artificiellement des industries dépassées et inefficaces. Pis encore, c'est une incitation au racisme, encourageant la classe ouvrière française



R. Cayeux/APP



Wajazet/APP

Les ouvriers d'Alstom, à St-Nazaire, décidés à lutter contre les licenciements (en haut). Qu'a à leur proposer la LCR? Une humble pétition à Mitterrand ou encore une grève de la faim, comme à l'HP de Rouen (en bas). Une stratégie de défaite!

Démission de la LCR

«La LCR ne dirigera jamais la révolution»

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de la lettre de démission de la LCR du camarade Olivier, lettre qu'il a diffusée devant la conférence nationale ouvrière organisée par la LCR les 13 et 14 novembre. (Le texte intégral de cette lettre est disponible sur demande en écrivant au *Bolchévik*). Lors de la réunion de cellule du 25 octobre où il a posé sa démission, il n'a reçu pour toute "réponse" aux principes trotskystes élémentaires qu'il y a défendus (opposition au front populaire, défense des acquis d'Octobre face à la menace impérialiste) qu'une hystérie qui, au fond, exprime l'incapacité de la LCR à répondre à la dénonciation de sa politique capitaliste. Une heure d'attaques personnelles, de dérision, d'intimidation, pour finalement l'exclure. Exclusion pour cause de trotskysme !

Après avoir passé quelques mois dans le PCF, le camarade à la recherche d'une perspective révolutionnaire a cru la trouver dans la LCR. Mais près d'un an de militantisme lui ont montré que l'alternative aux partis réformistes traités ne peut être ceux qui, abandonnant toute confiance dans les capacités révolutionnaires du prolétariat, mobilisent toutes leurs forces pour faire croire qu'on peut, par des pressions, pousser un gouvernement bourgeois à mener une politique favorable aux travailleurs. Cette alternative révolutionnaire, il l'a trouvée dans le programme de la Ligue trotskyste. C'est ce programme que doivent rejoindre les militants de la LCR qui veulent encore combattre pour la révolution prolétarienne.

25 octobre 1982

Je démissionne parce que la LCR n'est pas une organisation révolutionnaire mais centriste.

Une organisation où domine l'idéologie pabliste, une organisation

qui ne dirigera jamais la révolution et qui, au mieux, éclatera et s'éparpillera aux moments décisifs. Une organisation où à peu près tous les acquis successifs du marxisme, du léninisme et du trotskysme ont été, sous couvert de "marxisme révolutionnaire", affidés, édulcorés, faussés voire carrément abandonnés sans aucune justification théorique. (...)

La politique est une science et vous savez tous, je suppose, que "Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire". Très bien. Mais alors que signifie "type front populaire" ? C'est un front populaire ou ça n'en est pas un ? Si c'en est un, les apports de Trotsky à la théorie marxiste nous permettent de savoir exactement quoi dire et comment agir. De A à Z. Si ça n'en est pas un, alors pourquoi employer le terme de front populaire (c'est un concept marxiste) qui fait aussitôt référence aux événements de Juin 36 en France, à la guerre d'Espagne ou au Chili d'Allende ? (...)

Le front populaire est, avec le fascisme, le dernier rempart de la bourgeoisie face à une révolution prolétarienne. Le moindre soutien, aussi critique fût-il, même de manière passive, la moindre hésitation à dire ce qu'il est, est un crime envers la classe ouvrière et l'humanité. La LCR défend objectivement les intérêts de la bourgeoisie. (...)

Les troupes françaises sont intervenues au Liban pour aider l'armée israélienne à chasser l'OLP de Beyrouth, ratisser les quartiers musulmans et contribuer à asseoir à la tête de l'Etat le leader des milices fascistes. Je n'ai pourtant, jusqu'à aujourd'hui, jamais lu ou entendu le moindre slogan, le moindre mot d'ordre appelant au retrait des troupes françaises du Liban. On croit rêver.

La lutte contre son propre impérialisme doit être un réflexe

élémentaire de tout militant révolutionnaire.

Evidemment en accordant un soutien politique total aux petits-bourgeois nationalistes de l'OLP et puisant ceux-ci ont demandé une intervention militaire étrangère -- pourquoi pas la France ! Il n'est pas aisé d'avancer et de justifier une politique centriste. Tout se complique très vite. (...)

Le "pabliste" est une capitulation devant tous les mouvements de masse. Progressistes ou non. Devant les féministes, les guérillistes, les clérico-nationalistes de Solidarnosc, les sociaux-démocrates français, les fanatiques religieux iraniens... La LCR abandonne son programme et sous différents prétextes -- la dynamique, le pas en avant, l'étape, l'attitude pédagogique, que sais-je encore? -- leur accorde son soutien politique.

Ce n'est ni plus ni moins qu'une généralisation des thèses de Pablo sur le stalinisme.

Trotskystes, nous sommes les seuls à détenir le programme révolutionnaire. Si d'une manière ou d'une autre ce programme de la révolution mondiale n'est pas appliqué, réalisé, c'est tout; autant rester chez soi. (...)

Le programme trotskyste est clair : en défendant les Etats ouvriers dégénérés nous préservons les acquis de la révolution d'Octobre contre toute attaque impérialiste. Dans cette optique une distinction entre le soutien militaire et le soutien politique peut nous éclairer.

Si, dans certaines situations, nous accordons un soutien militaire total, inconditionnel aux bureaucraties, il est hors de question de les soutenir politiquement. Une défense inconditionnelle et l'appel à une révolution politique dans ces pays ne sont que la traduction de la nature contradictoire de la bureaucratie au pouvoir.

Le problème se pose à la LCR, de manière tragique, à la faveur

des événements d'Afghanistan et de Pologne ; sans parler de la contribution électorale que vous avez apportée aux sociaux-démocrates français notoirement anticommunistes.

Avec Solidarnosc nous avons affaire à un vaste mouvement contre-révolutionnaire encadré et dirigé, en la personne de Walesa, par l'Eglise polonaise avec une forte opposition fasciste du KPN. L'aile gauche est représentée par quelques intellectuels sociaux-démocrates de l'ex-KOR membres de l'Internationale socialiste.

Ca m'étonnerait que ces gens-là se bornent à une révolution politique.

J'illustrerai ça par quelques citations extraites du programme de Solidarnosc adopté à son 1er congrès national en octobre 81. "1ère thèse : (...) Il faut abolir les barrières bureaucratiques qui rendent impossible le fonctionnement du marché (...). Les entreprises pourront agir librement sur le marché intérieur (...). Le commerce international doit être accessible à toutes les entreprises (...).

"2ème thèse : (...) Nous considérons que le gouvernement doit étudier les conditions du retour de notre pays au Fonds monétaire international (...).

"Il faut également encourager les économies de charbon : en premier lieu, dans les entreprises, mais aussi dans les foyers domestiques.

"(...) car l'économie paysanne est plus efficace que l'économie socialisée.

"Il sera indispensable également de faire baisser la demande de marchandise."

Des solutions capitalistes à une crise qui ne l'est pas.

Le Secrétariat unifié n'a strictement rien de commun avec la Quatrième Internationale de Trotsky qui s'est construite sur la base d'une lutte contre les fronts populaires et la défense de l'Union soviétique.

Vous avez complètement failli. La Quatrième Internationale est à reconstruire. Seule la tendance spartaciste internationale maintient intactes les traditions bolchéviques et seule, sa section française, la LTF, a osé dire la vérité aux travailleurs en caractérisant le gouvernement Mitterrand d'antiouvrier. Ils sont les seuls de toute l'extrême gauche "révolutionnaire" à dénoncer la contre-révolution cléricale en Pologne et à ne pas se trouver aux côtés des mollas en Afghanistan.

J'ai adhéré à la LTF. Olivier

à voir dans les autres classes ouvrières, les travailleurs immigrés, ses propres ennemis.

VICTOIRE A LA GREVE DE L'HOPITAL PSYCHIATRIQUE

Il y a en ce moment à Rouen une lutte importante à l'H.P. Le directeur Henri Déhu tentant d'intimider les délégués syndicaux, d'interdire le droit de grève, mène clairement une politique de cassage du syndicat. Cette grève, comme les débrayages à la SNCF, concerne toute la classe ouvrière de la région -- et il suffirait d'une intervention des ouvriers des grands bastions industriels en solidarité avec les travailleurs de l'H.P. pour que cette grève soit gagnée rapidement. Si les bureaucrates syndicaux empêchent une mobilisation des ouvriers de la région tout entière en défense de leurs frères de classe sur ce point élémentaire -- la défense du syndicat --, le gouvernement et le patronat sauront qu'ils peuvent désormais licencier en masse et s'attaquer aux acquis syndicaux en toute impunité.

La grève de l'H.P. est un test -- remplacer le directeur ne signifie rien : la Société générale comme à Renault-Billancourt le printemps dernier, le nouveau directeur (nommé

par ce gouvernement) avait été de ceux qui cassèrent la grève. C'est aussi un test pour la politique de pression sur le gouvernement de la LCR, qui a des militants actifs dans cette grève, dont certains sont victimes de la politique de la direction.

Pour une réelle unité et solidarité de la classe ouvrière, là où ça importe : non pas dans les urnes, mais sur les piquets de grève ! Ce qu'il faut à l'H.P., c'est d'abord une grève réelle qui puisse mobiliser le mouvement ouvrier de la région avec des piquets de grève contre les jaunes pour arrêter réellement le travail. Personne ne doit travailler -- ni médecins, ni administratifs, ni soignants, ni direction. Les médias ne manqueront pas de gémir que les grévistes "sacrifient les patients". Mais c'est la direction qui a provoqué la grève : qu'elle satisfasse les justes revendications des grévistes ! Pour le maintien des acquis syndicaux à l'H.P. (paiement des jours de grève, réunions sur le temps de travail, etc.). Arrêtez l'intimidation des délégués syndicaux, Laumonier, Berthelot et autres ! Pas un seul licenciement à l'H.P. ! Réintégration immédiate de tous les agents licenciés !

Ce qui est nécessaire aujourd'hui, c'est une grève générale contre la "police" des salaires et contre les mesures gouvernementales atta-

quant la sécurité sociale et l'assurance chômage. Rappelez-vous qu'en 68, les ouvriers de Renault-Cléon ont été parmi les premiers à saisir leur usine et parmi les derniers à la rendre aux patrons. Les ouvriers ont montré alors, dans la plus grande grève générale de l'histoire, qu'ils sont capables de prendre leur sort entre leurs mains ; ils ont créé une situation pré-révolutionnaire, mais le mouvement a échoué principalement à cause de la trahison du PCF qui finit par briser la grève au nom de nouvelles élections sans offrir d'autre alternative qu'un front populaire avec Mitterrand, alors politicien bourgeois. Ce qui a manqué pour

que Mai 68 aille jusqu'au bout, c'était un parti muni d'un programme révolutionnaire.

C'est pourquoi nous appelons à un regroupement révolutionnaire de toutes les forces sérieuses du mouvement ouvrier pour se battre autour d'un programme ouvrier pour les questions clés auxquelles le prolétariat est confronté. C'est le programme pour que la classe ouvrière réussisse le prochain Mai 68, exproprie la bourgeoisie et mette en place une économie planifiée pour en finir avec le chômage, les crises capitalistes et les guerres impérialistes.

Ligue trotskyste, le 4 novembre 1982

Demandez la brochure de la LTF sur le tournant du SU

PRIX : 8F (franco de port : 10)

ADRESSE : Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris cedex 10



Le 13 novembre, Reagan annonce la levée de l'embargo sur les équipements destinés à la construction du gazoduc entre la Sibérie et l'Europe occidentale, embargo que ce fauteur de guerre avait lui-même décrété en décembre 1981 en représailles contre le contre-coup d'Etat en Pologne utilisé comme prétexte pour affaiblir l'URSS. La raison de la levée de l'embargo, Martin Feldstein, le principal conseiller économique de la Maison Blanche, la donne quand il reconnaît que "les sanctions (...) nous ont atteints, ainsi que nos alliés. Elles n'étaient donc pas un moyen efficace de sanctionner les Russes" (*le Monde*, 16 novembre). Autrement dit, Reagan a fait un bide complet. Parti pour mettre à genoux l'Union soviétique, il en était arrivé, en juin dernier, à prendre des mesures de représailles... contre ses propres alliés de l'Europe capitaliste qui refusaient de le suivre dans son embargo du gazoduc eurosibérien! Ainsi ordonna-t-il que toutes les firmes étrangères utilisant de la technologie sous licence américaine dénoncent leurs contrats concernant le gazoduc, sinon elles auraient à faire face à toute la rigueur des sanctions légales américaines. (Les dirigeants des firmes européennes concernées risquaient, s'ils mettaient le pied sur le sol américain, arrestation et condamnation à cinq ans de prison!) En plus d'éventuelles condamnations pénales, cela aurait pu signifier des amendes égales à cinq fois la valeur des pièces livrées et l'interdiction d'acquiescer à l'avenir des produits fabriqués aux Etats-Unis.

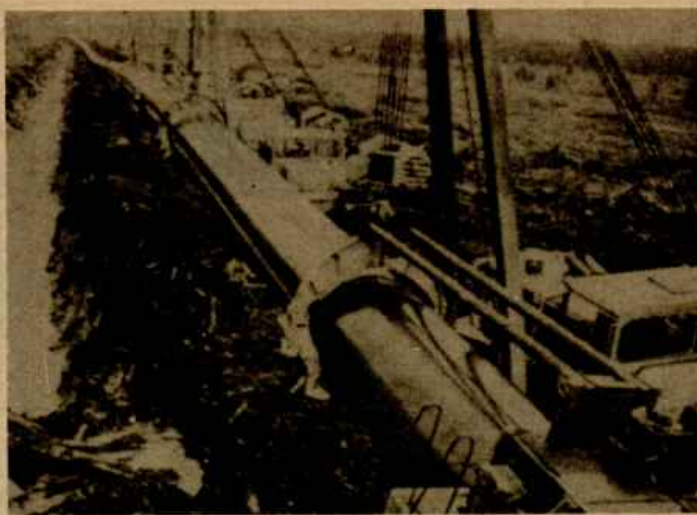
Les Européens réagirent rapidement à ces sanctions avec intransigeance. Alors chancelier d'Allemagne de l'Ouest, Helmut Schmidt, dans une de ses réponses les plus modérées, déclara aux journalistes de CBS: "Le gazoduc sera construit, et les Anglais, les Français, les Allemands et les autres Européens s'en tiendront aux accords que leurs entreprises ont passés avec l'Union soviétique."

occidentale. Les concernés ordonnèrent avec ostentation à leurs entreprises de tenir leurs engagements. Chévenement, ministre français de l'Industrie, déclara que Dresser-France, une filiale américaine, était "une compagnie française soumise à la législation française", menaçant de "réquisitionner" ses biens si elle ne livrait pas comme prévu les turbines pour le gazoduc. En privé, la réaction des cercles dirigeants ouest-européens était en complet accord. Selon un important négociateur américain: "Tous ne voulaient discuter que du gazoduc. Vous avez lu beaucoup de choses sur le mécontentement des Européens à propos de la décision sur le gazoduc, mais il faut le voir pour s'en rendre vraiment compte."

— Wall Street-Journal, 13 juillet

On n'avait pas besoin de le voir en chair et en os pour juger de la profondeur du mécontentement des bourgeoisies européennes. Le projet de gazoduc s'élevait à 10 milliards de dollars — Brejnev l'avait appelé "le marché du siècle" — est une grosse affaire, et une affaire vraiment bienvenue au milieu des pires conditions économiques depuis la grande dépression des années 30. Une fois construit, il fournira l'essentiel du gaz de l'Europe occidentale à un prix bien inférieur à ceux pratiqués par les producteurs d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Et quoi qu'en pense Reagan, les capitalistes européens savent que le régime stalinien soviétique est un fournisseur bien plus sûr que les chefs bedouins, les ayatollahs chiites et les colonels baasistes dont ils dépendent aujourd'hui pour leurs ressources énergétiques.

Pour beaucoup d'entreprises impliquées, les contrats de plusieurs millions de dollars sont une question de survie financière. AEG-Kanis en Allemagne fédérale, par exemple, est un des rares secteurs rentables de AEG-Téléfunken, l'empire au bord de la banqueroute. Pour l'entreprise italienne Nuovo Pignone, le contrat du gazoduc représente 70% de ses commandes.



Sovfoto

Derrière la bataille du gazoduc



La guerre économique interimpérialiste a assombri l'idylle des champions de l'antisoviétisme

AFP

Mais par-dessus toutes ces considérations de marks, de francs et de livres — et elles ne sont pas à dédaigner —, Reagan fit offense à la vache la plus sacrée du panthéon idéologique bourgeois: la souveraineté nationale. Le Marché commun protesta formellement contre les "tentatives de Reagan d'exercer des pouvoirs légaux extraterritoriaux". L'influent *Frankfurter Rundschau* était moins diplomatique: "Ce n'est pas ce que devraient être des relations entre pays démocratiques. C'est du véritable impérialisme" (cité par le *Washington Post*, 25 juin). Etant donné que certaines des entreprises impliquées, comme Alstom-Atlantique en France et Nuovo Pignone en Italie, sont nationalisées, Reagan essayait en fait d'imposer sa souveraineté également sur des gouvernements européens. Qu'un président américain veuille imposer sa loi à une entreprise française nationalisée, et il est assuré d'unir tous les Français, du comte royaliste le plus décadent au bureaucrate stalinien le plus primaire. Même la Grande-Bretagne de Thatcher, malgré son fervent antisoviétisme, répondit à Reagan que, dans la situation présente, il était à côté de la plaque. Voyez-vous, le caractère sacré des contrats et tout et tout.

On peut dire des sanctions de Reagan sur le gazoduc ce que le libéral américain Theodore Draper a dit de l'aventure de la baie des Cochons de J.F. Kennedy: un rare exemple d'un fiasco politique parfait. Cela a mis en fureur tous ses alliés européens, tout en renforçant les Russes — et sans réussir à retarder la construction du gazoduc. L'échec était si évident — "Les Russes ne pouvaient s'attendre à mieux", commentait un diplomate européen — que l'administration Reagan a dû faire marche arrière. Dans sa déclaration du 13 novembre, Reagan a néanmoins tenu à lier la levée de l'embargo à la conclusion d'un accord avec nos alliés qui permet des mesures plus fortes et plus efficaces", rendant l'embargo inutile (*le Monde*, 10 novembre). Comme si l'"inutilité" de l'embargo ne résultait pas de l'opposition de ses mêmes alliés qui ont passé outre aux mesures de Reagan! Mitterrand a d'ailleurs aussitôt nié l'existence d'un tel accord et s'est indigné que Reagan, en annonçant unilatéralement cet "accord", bafoué encore "l'indépendance des décisions de la France" (*Ibid.*). Qu'il existe ou non, l'"accord" dévoilé par Reagan se révèle n'importe comment vide de tout contenu (les impérialistes

européens restent opposés à la politique américaine sur le commerce Est-Ouest), et il s'avère n'être pour le président-EU qu'un grossier moyen de sauver la face.

LE SHERIF SOLITAIRE SE TIRE UN COUP DE FEU DANS LE PIED

Qu'est-ce qui poussa Reagan à faire quelque chose d'aussi stupide que cet embargo? Une partie de la réponse est qu'il croit vraiment en sa propagande anticommuniste, que l'économie soviétique est au bord d'un effondrement à la polonaise. Quand, au mois de juin, il appela le parlement britannique à le rejoindre dans sa nouvelle "croisade" pour renverser le communisme, il l'assura que:

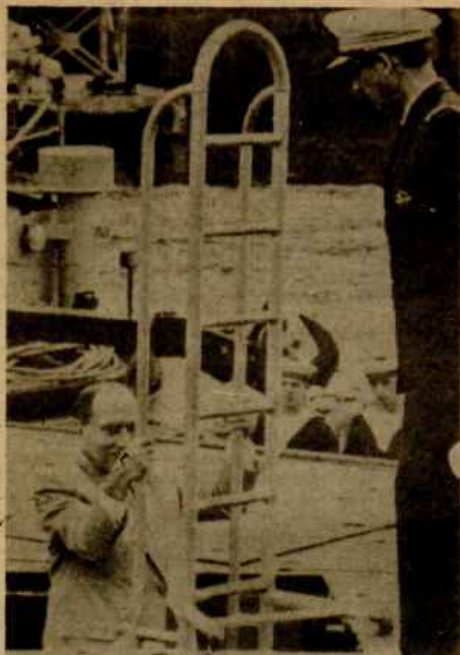
"Nous assistons aujourd'hui à une grande crise révolutionnaire — une crise où les exigences de l'ordre économique entrent directement en conflit avec celles de l'ordre politique. Mais cette crise n'a pas lieu dans l'Occident libre et non-marxiste, mais au pays du marxisme-léninisme, l'Union soviétique."

Dix jours après, Reagan décida de donner un coup de pouce à cette imaginaire crise finale du "marxisme-léninisme" en essayant de saboter la construction du gazoduc sibérien, affirmant que "l'Union soviétique est aujourd'hui soumise à une forte pression économique et politique. Ils ont littéralement soumis leurs peuples à la famine" (*New York Times*, 1er juillet). N'importe quel diplomate occidental, journaliste ou même touriste peuvent voir que les Russes ne meurent pas de faim. En fait, le niveau de vie des Soviétiques a visiblement augmenté dans la dernière décennie, et ce, malgré le fardeau des dépenses militaires nécessaires pour contrer le réarmement impérialiste. Les déclarations de Reagan sur l'URSS ne sont pas juste de la rhétorique de guerre froide, mais les positions soutenues plus ou moins sérieusement par un homme qui a le pouvoir de faire sauter la planète.

Si Reagan voit l'Union soviétique prête à s'effondrer, il voit en ses alliés européens de l'OTAN une faiblesse fatale d'un genre différent. L'ancien acteur d'Hollywood devenu président est évidemment en train de jouer la seconde guerre froide d'après le scénario du film de 1950 avec Gary Cooper, "Le train sifflera trois fois". Les villageois (les alliés occidentaux) sont trop lâches pour se battre contre les mauvais garçons (les communistes russes), aussi le shérif solitaire (le commandant en chef américain) doit-il le faire seul. Les reaganiens pensaient pouvoir remettre dans le rang leurs alliés européens, à la volonté défaillante, par une démonstration de force. D'où les sanctions sur le gazoduc.

Autour et dans le gouvernement Reagan, il y a un fort courant de dédain envers les démocraties bourgeoises d'Europe occidentale considérées comme pacifistes et "molles" à l'égard du communisme, et un sentiment que les alliés de l'Amérique réellement "durs", et sur lesquels on peut compter, sont l'Israël de Begin, l'Afrique du Sud de Botha, le Salvador du sanguinaire d'Aubuisson, la Corée du Sud et autres. Ainsi le sénateur Jesse Helms, appartenant à la "majorité morale", a-t-il ostensiblement voté contre l'aide à la Grande-Bretagne dans la guerre des Falkland/Malvinas, tandis que Jeane Kirkpatrick, le chef de file à l'ONU des aficionados des régimes "autoritaires", penchait publiquement du côté de la junte argentine.

Il convient de noter ici qu'une semaine après l'annonce des sanctions, le membre le plus pro-européen du gouvernement Reagan, l'ancien commandant de l'OTAN Alexander Haig, a été forcé de démissionner. Haig, qui avait averti que les sanctions allaient faire boomerang, a apparemment essayé de convaincre son patron que les alliés européens ne sont pas un ramassis de molosses sans cervelle, mais un groupe d'Etats capitalistes importants, avec leurs intérêts nationaux et leur honneur



Keystone

Le faucon "socialiste" Mitterrand accueilli par l'amiral de Gaulle à bord d'un sous-marin nucléaire. Le réarmement anti-soviétique massif qu'il a entrepris a contribué au plus important déficit budgétaire de l'après guerre.

national. Il a subi le sort habituel des conseillers qui informent leur monarque des tristes réalités.

LE GAULLISME CALIFORNIEN A L'OEUVRE

La dispute autour du gazoduc n'est pas une querelle accidentelle dans un mariage fondamentalement harmonieux. La presse financière décrit quotidiennement les relations économiques entre les USA et l'Europe en utilisant le vocabulaire des conflits armés: la guerre des taux d'intérêt, le développement de la guerre commerciale sur l'acier et les produits agricoles. La politique hautement nationaliste de l'administration Reagan (qualifiée de "gaullisme californien" par le Monde) a été profondément dommageable pour ses principaux rivaux capitalistes. Plusieurs mois avant les sanctions sur le gazoduc, un haut fonctionnaire ouest-allemand se plaignait dans le New York Times (13 février): "Nous n'avons simplement jamais vu auparavant une administration américaine qui ne se soucie pas le moins du monde des effets de son action sur ses alliés."

Il est particulièrement significatif que la France de Mitterrand se soit faite le porte-parole le plus actif pour l'indépendance de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis. Jusqu'à récemment, Mitterrand était le principal sergent recruteur sur le vieux continent pour la guerre froide antisoviétique de Reagan. Il y a un an, Time Magazine (9 novembre 1981) intitulait un article sur le nouveau président français: "Un faucon parmi les socialistes: Mitterrand soutient une politique militaire ferme en tandem avec la politique US." Au sommet économique de juin à Versailles, Mitterrand accueillit Reagan avec des "Mon cher Ron" et fit une démonstration d'amitié franco-américaine. Moins d'un mois après, Cheysson, ministre des affaires étrangères, parlait de "divorce progressif" entre les Etats-Unis et l'Europe. Le même Cheysson a tenu quand même à rassurer que la politique de Mitterrand n'était qu'une tactique différente qui s'inscrit dans un même antisovietisme, en soulignant que l'affaire du gazoduc n'était qu'une "petite affaire de famille": "Nous appartenons à la même famille quand il s'agit de la défense en face des régimes totalitaires [comprendre: le bloc soviétique]" (le Monde, 4 août).

Néanmoins certains s'inquiètent que le "divorce progressif" entre les USA et l'Europe n'aboutisse à détruire complètement l'unité de guerre froide du bloc occidental. Ainsi un article d'août de Business Week se lamentait-il sur l'effilochage de l'axe Paris-Washington dans cette seconde guerre froide:

"Il y a un an, le président français François Mitterrand, malgré son socialisme déclaré, semblait

sur la politique étrangère être l'allié le plus ferme sur lequel l'administration Reagan pouvait compter sur le vieux continent. Mitterrand a donné à l'administration Reagan des signes qu'il serait dur avec les Russes. Mais le désastreux sommet économique de Versailles en juin et les événements qui l'ont suivi ont complètement changé le décor, ouvrant la porte à de sérieux désaccords sur la politique Est-Ouest, ce que les durs de l'équipe Reagan voient comme un point central de la loyauté envers l'alliance."

Parmi les Etats capitalistes, l'unité idéologique anticommuniste c'est très bien, mais pas au point de sacrifier leurs intérêts économiques vitaux nationaux. (Même l'Israël de Begin fournit quelques pompes pour le gazoduc sibérien!) Bien sûr, c'est aussi vrai pour Reagan que pour ses comparses imperialistes européens. Reagan a mis en colère les bourgeoisies occidentales quand, un mois après leur avoir ordonné de déchirer leurs contrats du gazoduc sibérien, il annonça que les Etats-Unis étendaient leurs accords sur le commerce des céréales, qui représentent des milliards de dollars, avec l'URSS. Au plus profond de lui-même, Reagan aimerait bien arrêter la fourniture de céréales à l'URSS et même affamer les Russes s'il le pouvait. Mais malheureusement pour lui, il agit dans le cadre du parlementarisme bourgeois, et les Républicains avaient vraiment besoin du vote des fermiers pour les élections de novembre.

Reagan a été élu président il y a deux ans en promettant de restaurer la "supériorité" militaire (la capacité de première frappe nucléaire) sur l'Union soviétique, tout en réduisant d'un tiers les impôts. C'était supposé être le miracle économique de l'offre basé sur la théorie fumuse de quelques économistes de droite. Réduisez suffisamment les impôts, prophétisaient-ils, et cela stimulera un développement si important de l'effort de travail et de l'investissement en capital que le revenu national augmentera assez pour obtenir le même total de revenu en impôts, voire plus.

D'ici là, pour restreindre l'impact inflationniste de l'énorme déficit du budget fédéral, l'offre de monnaie et de crédit a été fortement limitée. Le résultat prévisible a été que les taux d'intérêt réels (moins le taux d'inflation) ont crevé le plafond. Historiquement, aux USA, les taux d'intérêt réels tournaient autour de 2-3%; sous Reagan, ils ont atteint 8-10%. Cela a provoqué un transfert massif de capital argent, depuis les investissements et hypothèques et les prêts à la consommation vers le budget du Pentagone. Malgré le boom sur les armes, on estime que les investissements diminueront de 3% cette année. En juillet, les nouvelles commandes de machines-

outils -- le coeur de tout programme de construction industrielle -- sont presque 50% inférieures à celles de l'année précédente.

La méthode non-orthodoxe de Reagan pour financer ses préparatifs pour la troisième guerre mondiale n'a pas seulement estropié l'industrie américaine, mais elle a également absorbé du capital argent jusqu'à destabiliser les marchés financiers du monde entier. Pourquoi les émirats de l'OPEP devraient-ils garder leurs fonds à Londres, Paris ou Francfort si les intérêts sont beaucoup plus élevés aux Etats-Unis? La politique économique de Reagan a ainsi créé un dilemme cornélien pour les gouvernements d'Europe de l'Ouest. S'ils n'augmentent pas les taux d'intérêt plus ou moins au niveau de ceux de New York, ils subiront de massives fuites de capitaux, d'énormes déficits de leur balance des paiements et une dépréciation rapide de leur monnaie qui provoquera de l'inflation dans leur pays. S'ils augmentent suffisamment les taux d'intérêt, ils tuent dans l'oeuf toute reprise de l'investissement.

Quelques mois après l'élection de Reagan, Helmut Schmidt critiquait "les taux d'intérêts les plus élevés en Allemagne depuis la naissance du Christ, pour ce qui est des taux d'intérêt réels". La guerre unilatérale des taux d'intérêt domina complètement le sommet économique d'Ottawa en juillet 1981, où Reagan dit en fait aux dirigeants européens de la fermer et d'avaler la pilule. A mesure que l'Europe de l'Ouest s'enfonçait dans la dépression, les récriminations contre les conséquences internationales de la politique économique de Reagan devinrent plus aiguës. Au début de cette année, Delors, ministre français des finances, dénonça les taux d'intérêt élevés aux USA comme "le principal obstacle" au rétablissement économique de l'Europe et demanda avec force rhétorique: "Comment pouvons-nous défendre notre alliance avec les Etats-Unis quand nos critiques disent que la politique américaine nous mène à la banqueroute?" (New York Times, 13 février).

Pendant que le Trésor américain pompait le capital argent européen, les industriels US se démenaient pour empêcher l'entrée des exportations européennes. En janvier dernier, Pittsburgh, le centre sidérurgique américain, déclara une fois de plus la guerre à la Ruhr, à la Lorraine et au Pays de Galles. US Steel et ses congénères plus petits engagèrent une action devant le ministère du commerce, accusant le Marché commun européen de subventionner la production d'acier et de faire du dumping sur le marché américain. Après que les tentatives de solution négociée eurent échoué, le ministère du commerce US annonça en juin l'établissement d'importants droits de douane -- jusqu'à 40% -- sur les importations d'acier des pays du Marché commun. Le 12 juin le chroniqueur économique du New York Times, Clyde Farnsworth, écrivait:

"Ces droits de douane constituent la plus sévère restriction commerciale promulguée aux Etats-Unis depuis des années. Les Européens disent que la plupart de leur acier sera trop cher pour le marché américain et ils ont menacé de représailles les exportations américaines."

Une semaine après avoir porté ce coup à l'industrie sidérurgique européenne en plein marasme, l'administration Reagan frappait à nouveau avec les sanctions du gazoduc. Pas étonnant que la bourgeoisie européenne hurle de rage!

LA MASCARADE "FRANÇOIS ET MON CHER RON" TOURNE EN EAU DE BOUDIN

Si la politique des gaullistes de Californie a porté préjudice à toutes les économies d'Europe de l'Ouest, aucune d'entre elles n'est aussi vulnérable que la France de Mitterrand. A une époque où les autres gouvernements capitalistes préchaient les vertus de l'austérité, le front populaire français arriva au pouvoir au printemps 1981 en promettant la prospérité, le plein emploi et de profondes réformes sociales. En même temps Mitterrand s'aligna étroitement sur le bellicisme antisoviétique de Reagan. Le magazine de droite londonien The Economist saluait chez lui "une politique plus antirusse qu'aucun autre président de la Ve République n'avait menée".

L'antisovietisme virulent de Mitterrand venait probablement de son coeur de social-démocrate, mais il pensait aussi probablement que ça lui donnait droit aux largesses économiques de Washington. Si Reagan fait pleuvoir les dollars sur la jungle salvadorienne, a-t-il pu se dire, pourquoi pas sur la France, un allié beaucoup plus important.

Et Mitterrand avait besoin de l'aide de Reagan pour réussir son propre pari économique. Ce dernier est parvenu à la présidence en promettant un miracle économique par la magie de la théorie de l'offre; en France Mitterrand est parvenu à la présidence en promettant un miracle économique keynésien/social-démocrate. S'il était élu, disait-il à la classe ouvrière, il créerait 200.000 emplois nouveaux dans le secteur public, réduirait la semaine de travail de 40 à 35 heures, augmenterait les retraites et les allocations familiales de 30%, augmenterait le salaire minimum de 25% et instituerait la cinquième semaine de congés payés. Ajoutez à cela un ambitieux programme de nationalisation accompagné de généreuses compensations et un réarmement massif.

Mais au fait, d'où viendraient les milliards de francs nécessaires pour payer tout cela? De la planche à billets, disaient les financiers avertis. Le lendemain de la victoire inattendue de Mitterrand en mai 1981, la Bourse de Paris et le franc piquèrent du nez. Deux semaines après ces élections, la France perdit 7 de ses 27 milliards de dollars de réserves en devises. La chute du franc ne put être momentanément stoppée qu'en portant les taux d'intérêt à des niveaux encore plus élevés que ceux de l'Amérique de Reagan. Cela rendait clairement impossible toute reprise de l'investissement en capital. En fait depuis l'élection de Mitterrand, le capital français pratique une grève larvée. En dehors du secteur nationalisé, les investissements ont chuté de 10% l'année dernière et on s'attend à encore pire cette année.

Avec un taux d'inflation égal à plus du double de celui de son principal partenaire commercial,

Suite page 8

"Pourquoi l'URSS n'est pas capitaliste"

Contenu :

- Les utopies réactionnaires de Bettelheim et Sweezy
- L'économie soviétique après les réformes de Liberman - Le capitalisme restauré ?
- Le mythe du "social-imperialisme"
- La théorie antimarxiste du "capitalisme d'Etat" - Critique trotskyste

10 F (Franco de port: 12 F)
Le Bolchévik
BP 135-10 75463 Paris Cédex 10

Pourquoi
l'U.R.S.S.
n'est pas
capitaliste

Ligue trotskyste de France
tendance gauchiste
internationale
Biblioteca de Comunicación
Hemeroteca General
CEDOC

Gazoduc...

Suite de la page 7

L'Allemagne de l'Ouest, la dévaluation du franc devenait inévitable. L'inévitable se produisit une première fois en octobre 1981, avec la dévaluation de 10% du franc par rapport au Deutschmark. Pour freiner les pressions inflationnistes (attisées en partie par la dépréciation de la monnaie elle-même), le gouvernement Mitterrand réimposa le contrôle des prix et des salaires qui avait été levé trois ans plus tôt par le régime conservateur Giscard-Barre. Cela provoqua une vague de grèves concentrée dans les industries nationalisées qui marqua le début de la désillusion de la classe ouvrière dans le nouveau gouvernement de front populaire (Cf. "Les grèves mettent fin à l'état de grâce", le Bolchévique n°29, novembre-décembre 1981).

Malgré ces tentatives pour contenir les salaires, le régime Mitterrand était confronté à l'impossibilité de ce que l'Economist appelait ironiquement le "keynésianisme dans un seul pays". On s'attendait à ce que le déficit budgétaire français pour 1982 soit le plus élevé depuis la guerre. Pour financer cet énorme déficit, Mitterrand fit tourner la planche à billets à un moment où, dans le reste du monde capitaliste, l'inflation se réduisait sous l'effet de politiques monétaires restrictives, de coupes sombres dans les dépenses sociales et d'une armée de réserve industrielle toujours croissante. Le franc étant toujours surévalué, les exportateurs français ne pouvaient pas vendre avec profit sur le marché mondial. Renault et Peugeot, par exemple, étaient forcés de vendre au prix coûtant en Allemagne de l'Ouest, car autrement ils n'auraient pas pu vendre du tout. Pour combler le déficit croissant de la balance commerciale, la France emprunta de fortes sommes sur les marchés financiers internationaux. Rien que pendant les sept premiers mois de cette année la dette extérieure de la France a augmenté d'un tiers. La France de Mitterrand était en train de devenir la Pologne ou le Mexique de l'Europe occidentale.

Pour échapper à ces écueils financiers, Mitterrand, qui ne manque pas de culot, a essayé de pousser d'autres gouvernements, et surtout celui de Reagan, à subventionner la France au nom d'un "nouvel ordre économique international". En tant qu'organisateur du sommet de Versailles en juin, il proposa une série de plans grandioses pour restructurer le capitalisme mondial. Tous ces plans avaient une chose en commun: ils véhiculeraient l'argent des autres, principalement des dollars et des Deutschmarks, dans les coffres de la Banque de France. Les Français insistèrent en particulier sur la stabilisation internationale des monnaies, un plan pour que la Federal Reserve US prenne en charge la tâche désespérée de soutenir un franc défaillant.

Pas question, expliqua Wall Street, de subventionner les sociaux-démocrates français, quelle que soit la force avec laquelle ils dénoncent les missiles SS-20 soviétiques ou s'enthousiasment pour le "syndicat" polonais contre-révolutionnaire Solidarnosc. Le Wall Street Journal du 9 juin faisait ce commentaire aigre:

"Il semble que les Français soient intervenus si allègrement sur le marché des changes qu'ils vont bientôt se trouver à court d'argent. Comme cela serait bien pour eux si l'on pouvait amener messieurs Reagan et Volcker à se charger à leur tour de dépenser de bons dollars pour épargner les francs excédentaires. "Cela reviendrait en fait à encaisser le dollar aux plans de dépense du gouvernement socialiste français, et il est heureux que l'équipe Reagan ait réussi à revenir de Versailles sans avoir rien promis d'autre que d'étudier l'idée d'une intervention sur le marché des changes."

Une semaine après que Reagan eut soufflé le froid sur eux à Versailles, les Français dévaluaient une fois de plus le franc. Plus significatif encore, le gouvernement Mitterrand imposa un blocage des salaires de quatre mois pour tous les travailleurs français. Même l'arrogant gouvernement bourgeois de Giscard n'avait pas osé se risquer à un blocage total des salaires comme mesure "anti-inflation". Le chroniqueur économique du Figaro, Yves Guilhaume, écrivait, dans le genre "nous vous l'avions bien dit":

"Le gouvernement français — s'éveillant soudain aux dures réalités du monde réel après sa deuxième dévaluation en neuf mois — inverse complètement sa politique économique. La lutte contre l'inflation redevient, comme elle l'était sous l'ancien premier ministre conservateur Raymond Barre, la priorité n°1."

— Wall Street Journal, 30 juin

Depuis juin le credo économique du régime Mitterrand se distingue à peine de ceux de Reagan ou de Thatcher. Le langage de la solidarité a été remplacé par celui de la rigueur. On a augmenté par exemple les cotisations des travailleurs à la sécurité sociale tout en réduisant les prestations. Parlant à un ami journaliste britannique, un permanent du PCF s'exclama: "C'est enfin rentré dans ma tête dure: nous nous retrouvons avec un autre gouvernement de droite" (Manchester Guardian Weekly, 25 juin). Cette "révélation" n'a pas empêché les ministres stalinien de servir loyalement dans l'autre gouvernement de droite" de Mitterrand.

Depuis le début, le régime Mitterrand — soutenu ici avec enthousiasme par les stalinien — a fait montre d'un fort nationalisme économique. Le principal mot d'ordre utilisé pour faire passer les nationalisations a été la "reconquête du marché intérieur", autrement dit le protectionnisme économique. Maintenant que les prétentions réformistes du gouvernement de front populaire ont été complètement démasquées et qu'il appelle à l'austérité, rien que l'austérité, les appels au chauvinisme français sont devenus encore plus tonitruants. Les réformistes n'ont rien d'autre sur quoi se rabattre. Les sociaux-démocrates et les stalinien vont sans doute accuser les "multinationales" et Wall Street des déboires économiques de la France pour essayer de détourner la colère croissante des travailleurs contre les rivaux allemand, américain et japonais de l'impérialisme français.

DEPRESSION, GUERRE COMMERCIALE, GUERRE IMPERIALISTE

Les conservateurs hautains de l'Economist de Londres faisaient remarquer que "le flasco autour du gazoduc de Sibérie (...) doit divertir les fantômes de Groucho et Karl Marx". Le brouhaha autour du gazoduc contenait tous les éléments d'une pantomade politique de premier choix. Et en tant que communistes nous apprécions particulièrement de voir Ronald Reagan, le fauteur de guerre impérialiste numéro un, en sortir couvert de ridicule.

Mais il ne faudrait pas traiter la querelle du gazoduc comme simplement une bonne occasion de rire. Elle représente au fond l'intersection des deux principales forces qui nous mènent vers la troisième guerre mondiale: l'appétit de l'impérialisme — que Reagan exprime haut et fort — pour renverser l'Union soviétique qui, malgré la dégénérescence stalinienne, représente encore les acquis sociaux de la Révolution bolchévique, et l'exacerbation des conflits économiques interimpérialistes.

Le monde capitaliste des années 80 ressemble de plus en plus à celui des années 30. Pas seulement à cause des 30 millions de chômeurs d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord. Pas seulement parce que des entreprises qui, pendant des dizaines d'années, ont été des noms communs — Chrysler, International Harvester, AEG-Telefunken — sont au bord de la banqueroute ou n'ont pu en être sauvées que par les subsides gouvernementaux. Pas seulement parce

que chaque semaine apporte une autre crise financière internationale, quand le Mexique, l'Argentine ou d'autres pays ne peuvent faire face à leurs millions de dollars d'échéances sur leurs dettes. Mais bien parce que les partis bourgeois et réformistes ne peuvent offrir de moyen crédible de sortir d'un marasme économique prolongé. Ils n'ont à offrir qu'un peu plus d'austérité. Les échecs spectaculaires de la théorie économique de l'"offre" de Reagan ou du néokeynésianisme de Mitterrand montrent, chacun à leur manière, l'impuissance des gouvernements bourgeois face à l'anarchie du système capitaliste mondial.

Certains secteurs influents de la bourgeoisie US en ont assez des plans économiques à la manne et des paris politiques sans fondement de Reagan. Mais aucun secteur de la classe dirigeante ne peut trouver de solution au problème sous-jacent: le déclin du capitalisme et, à long terme, son imprédictibilité croissante. Aux USA, les diatribes du Parti démocrate contre les "reaganomics" sont destinées à faire oublier aux naïfs le bilan de Carter: inflation à deux chiffres et politique d'"austérité". C'est sous l'administration démocrate qu'a commencé la deuxième guerre froide, préparant le terrain pour le style idéologique plus indigent de Reagan. Toutes les ailes de la bourgeoisie sont engagées derrière l'effort d'armement antisoviétique, qui est nécessairement une saignée de centaines de milliards de dollars pour une économie capitaliste en récession.

Et les conditions de dépression économique exacerbent toute l'irrationalité destructrice de l'ordre capitaliste. Ce n'est pas par hasard si un fauteur de guerre aussi fanatique que Reagan est devenu président des Etats-Unis à un moment où la classe dirigeante américaine a nettement ressenti la perte de son ancienne supériorité économique et militaire. Réactionnaire véritable, Reagan rêve de restaurer le bref "siècle américain" des années 50. Ce "siècle américain" s'est ouvert par la défaite militaire des deux principaux rivaux impérialistes de l'Amérique — l'Allemagne et le Japon. Et aujourd'hui nous voyons à nouveau l'impérialisme américain confronté à une Europe dominée par l'Allemagne et un Japon qui monte et se réarme.

Il convient de faire remarquer que le Japon, en particulier, a été poussé vers la Seconde Guerre mondiale par dix ans de protectionnisme commercial et de sanctions économiques à son égard. Quand éclata la grande dépression, on érigea partout des barrières douanières contre la "menace commerciale", comme on l'appelait à l'époque. Le plus dommageable pour le Japon était le protectionnisme commercial dans les colonies asiatiques des autres puissances impérialistes (c'est-à-dire l'Inde britannique et l'Indochine française). Le Japon était donc poussé à créer sa propre "sphère de coprosperité" en Asie.

Pour s'opposer à l'expansionnisme japonais, les impérialismes américain et britannique eurent d'abord recours à la guerre économique. En juillet 1941 (cinq mois avant Pearl Harbor), les Américains, les Britanniques et les Néerlandais établirent un embargo sur le ravitaillement en pétrole du Japon, sans lequel il ne pouvait survivre. L'éminent historien militaire britannique B.H. Liddell Hart écrivit:

"Bien que, jusque-là le Japon soit resté en dehors de la guerre, les mesures prises par Roosevelt et Churchill en juillet, pour couper ses ressources économiques, ne pouvaient que l'amener à réagir de la seule manière qui lui était possible — par la force des armes."

— History of the Second World War

A mesure que le monde capitaliste s'enfonce une fois de plus dans la dépression, nous entendons une fois de plus, en Europe de l'Ouest et aux USA, crier à la "menace commerciale" japonaise. Quand une délégation commerciale japonaise visita les pays du Marché commun en octobre dernier, elle fut choquée par la soudaine montée des sentiments

antijaponais. Jobert, ministre français du commerce extérieur (et vieux gaulliste au franc-parler), leur déclara sèchement qu'"il n'y a rien que nous ayons vraiment besoin" d'importer du Japon.

Cependant l'état d'esprit antijaponais en Europe est loin d'être aussi fort qu'aux USA. Le Congrès examine en ce moment un projet de loi qui réclame que 90% des pièces des automobiles japonaises vendues aux USA soient fabriquées dans ce pays. Et les troupes de choc antijaponaises de cette guerre commerciale sont les mêmes bureaucrates syndicaux (essentiellement le gang Fraser dans le syndicat de l'automobile) qui mènent aussi la campagne de concessions au patronat et qui également soutiennent fermement la course à la guerre antisoviétique. Ce sont les démocrates libéraux, les soi-disant "amis des travailleurs", qui donnent le plus de la voix pour attiser le chauvinisme contre le "péril jaune". Lors d'une réunion d'un comité du Congrès, on rapporte que le représentant démocrate du Michigan John Dingell a appelé les Japonais "petits hommes jaunes". Le dirigeant démocrate au Congrès Tip O'Neill réclame l'interdiction complète des importations d'automobiles japonaises; dans un discours prononcé à Detroit en mars dernier, il se vantait ainsi: "Si j'étais président (...), je donnerais aux Japonais une leçon comme ils n'en ont jamais reçue." Sachant que son congénère démocrate Harry Truman a envoyé deux bombes A sur les Japonais, c'est une menace tout ce qu'il y a de plus sérieuse.

Pas étonnant que Susumu Nikaido, le dirigeant du parti bourgeois au pouvoir au Japon, le Parti libéral démocrate, ait récemment déclaré à un négociateur américain: "Les opinions exprimées aux Etats-Unis au sujet du Japon sont antijaponaises. Elles nous donnent l'impression de l'époque de l'avant-guerre" (Los Angeles Times, 19 mars). Peut-être Nikaido était-il en train de justifier le programme de réarmement du Japon. L'image conventionnelle du Japon, géant économique mais nain militaire, ne correspond plus à la réalité. Le budget militaire japonais est le sixième du monde et il augmente plus rapidement que celui de tous les pays européens. Les dirigeants japonais savent mieux que les autres que les guerres commerciales peuvent facilement dégénérer en guerres mondiales d'un caractère beaucoup plus destructeur.

Le déclenchement en 1914 de la Première Guerre mondiale impérialiste fut le signe que les forces productives étaient devenues trop développées pour les rapports de propriété capitalistes et le système de l'Etat-nation, et que la reconstruction de la société sur la base du socialisme et de l'internationalisme était la seule alternative à la destruction. Alors que les "mères patries" capitalistes européennes en guerre envoyaient au massacre toute une génération de jeunes, le grand révolutionnaire russe Léon Trotsky appelait aux Etats-Unis socialistes d'Europe. La puissance que possède toujours ce programme, c'est ce que prouve par exemple la nécessité du gazoduc sibérien, même avec l'irrationalité capitaliste et la gestion désastreuse des stalinien. Imaginez les possibilités offertes par une économie planifiée et intégrée utilisant à plein et rationnellement la puissance du travail, les connaissances techniques et les ressources naturelles depuis la toundra sibérienne jusqu'à la péninsule ibérique.

La Révolution bolchévique russe de 1917 était le premier pas vers un ordre socialiste mondial. Mais l'échec de l'extension de la révolution prolétarienne, essentiellement en Europe, au début des années 20, amena la dégénérescence stalinienne de l'Union soviétique, la victoire du fascisme en Allemagne et la Deuxième Guerre mondiale impérialiste. Maintenant que les préparatifs pour une troisième guerre mondiale thermonucléaire sont bien engagés, nous n'avons que peu de temps pour résoudre le choix historique auquel l'humanité est confrontée: socialisme ou barbarie.

Adapté de Workers Vanguard n° 313

Rouen -- campagne de la LTF sur l'avortement

Mitterrand: anti-avortement, anti-ouvrier, antisoviétique

Pas un mois sans que descendent dans la rue des milliers de petits-bourgeois. Défense poujadiste de leurs intérêts, mais aussi manifestations contre "le terrorisme et l'insécurité" ou contre l'avortement. La réaction se mobilise. "Rallie à Moscou!", hurlaient les pharmaciens, notaires et huissiers dans les rues de Paris le 30 septembre. Deux semaines avant, une dizaine de milliers de petits patrons, cadres, commerçants — en compagnie du fasciste Le Pen — traversaient la capitale, en silence, la nuit, portant seulement de sinistres torches, derrière leur chef, Deuil. Un admirateur de Pétaï: travail, famille, patrie. Et c'est devant cette réaction qu'a capitulé Mitterrand en refusant de rembourser l'avortement. Il ne faut choquer "aucune famille spirituelle", expliquait Bérézovoy. La politique de collaboration de classe fait le lit de la réaction.

Et c'est particulièrement vrai à Rouen, la "bien pensante" ville de Jeanne d'Arc et de Lecanuet, où la racaille d'extrême droite ose de nouveau afficher sa sale gueule dans la ville. "Une mobilisation pour défendre le droit des femmes à l'avortement porterait donc un coup puissant contre la réaction", écrivaient, dans un tract appelant à la manifestation rouennaise sur l'IVG du 14 octobre, nos camarades de Rouen qui, il y a un an, étaient à l'initiative d'une manifestation de 400 personnes pour arrêter les fascistes.

Préparant son cortège dans cette manifestation, la LTF a mené activement campagne sur Rouen pour l'avortement libre et gratuit, y compris mineures et immigrées, et pour l'abrogation de la loi Veil, expliquant dans ses tracts et prises de parole qu'il n'y a rien à attendre de Mitterrand qui n'est là que pour servir les intérêts de la bourgeoisie; qu'il faut au contraire se mobiliser pour

lui arracher le droit des femmes à l'avortement; et que la classe ouvrière doit se battre pour les intérêts des femmes, comme de tous les opprimés, car, tant qu'existera le système capitaliste, les droits démocratiques, même les plus élémentaires, seront remis en question par la classe dominante. Notre tract

male de filles (où règne un ordre moral d'avant 68) et les lycées où de nombreuses discussions se sont engagées avec les lycéennes et lycéens. La LTF a fait sur Rouen une campagne si active que la permanente du Planing familial s'exclame: "On dirait que c'est leur manifestation!"

pressions respectueuses sur le gouvernement. D'abord un bon vieux truc des bureaucrates réformistes pour émusser et dévoyer la combativité: une pétition, qui ira rejoindre les autres humbles suppliques dont l'"extrême gauche" inonde le gouvernement... dans les poubelles ministérielles! Et une pétition *raisonnable*: lors d'une réunion de préparation (où nous étions représentés), la CFDT obtint, avec l'aide de la LCR, que soit supprimée toute mention explicite de l'avortement pour les mineures et immigrées (Cf. le Bolchévick n°35, octobre). Seule la LTF s'est opposée à cette capitulation. Pour ces capitulards, tant pis si l'on continue à avoir des mineures qui abandonnent leur bébé dans des poubelles, comme



Le Bolchévick

En haut, la LTF lors de la manifestation sur l'IVG du 14 octobre à Rouen. Ci-contre, les chiens de garde de Mitterrand en action contre les révolutionnaires: le "cordon sanitaire" de la LCR cherche à isoler le cortège de la LTF du reste de la manifestation.



distribué lors de cette manifestation concluait ainsi: "Elles [les femmes] doivent lier leur lutte à la puissance sociale de la classe ouvrière mobilisée indépendamment, dans la lutte pour la révolution socialiste qui ouvrira la voie à la libération de tous les opprimés." 500 affiches collées, 10.000 tracts distribués sur les lycées et les entreprises, en particulier les entreprises de femmes, prises de parole, notamment à l'Ecole nor-

Mais le manque manifeste de prise en charge et d'activité des organisateurs officiels et déclarés de la manifestation — la CFDT, le Planing familial, les féministes, petites-bourgeoises et la LCR — a un fondement politique: on ne peut à la fois mobiliser et mener une politique prêchant la confiance dans le gouvernement bourgeois de Mitterrand. Et ils vont tout faire pour limiter la mobilisation à des

cet été à Lourdes! L'"unité" avec les bureaucrates traités avant tout! La LCR s'accroche à la CFDT, qui s'accroche à Mitterrand, qui s'accroche à ses "familles spirituelles",...

Mais c'est le jour même de la manifestation que la LCR va s'afficher publiquement comme les chiens de garde du front populaire contre les trotskystes. Derrière notre banderole "Avortement libre et gratuit

Suite page 10

Affaire Coral

Levez les inculpations!

Communiqué de presse de la L.T.F.

L'"affaire du Coral" a ravivé les vieilles peurs empoisonnées et la répression perverse qui sous-tendent la moralité bourgeoise. A l'initiative de quelques mythomanes et indicateurs auxquels se sont joints le torchon fasciste *Minute*, un juge réactionnaire, obsédé par un "réseau international de pédophilie", et les flics de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (!), cette "affaire" prend une allure de chasse aux sorcières en bonne et due forme; et l'un après l'autre, les "lieux de vie" sont pris pour cible pour "excitation de mineurs à la débauche".

En tant que marxistes, nous nous opposons à toutes les tentatives pour enfermer la sexualité dans des "normes" votées ou fixées par décret. Le principe régit les relations sexuelles entre individus doit être celui du consentement effectif — à savoir, rien de plus que la compréhension et l'accord mutuels, opposés à la coercition. Nous affirmons que toutes les relations sexuelles librement consenties

entre individus ne regardent qu'eux, et que l'Etat n'a pas à intervenir dans leur activité sexuelle.

Il n'y a pas seulement la moindre preuve de quelque coercition sexuelle que ce soit de la part de Sigala, Bardy et Chiapello (aujourd'hui mis en liberté, mais toujours inculpé) au Coral ou ailleurs; mais ils nient même farouchement une quelconque relation sexuelle avec des enfants du Coral (sauf Bardy qui a reconnu avoir eu des relations sexuelles, hors du Coral, avec un mineur de plus de 15 ans dans le cadre d'une relation affective, librement consentie). Il est significatif qu'aucun parent des pensionnaires du Coral n'ait porté plainte et, mieux, que tous ont adhéré au comité de soutien. Par ailleurs, Krief, dont les accusations sont à l'origine des inculpations actuelles, serait, d'après son avocat, sur le point de se rétracter. Nous exigeons la levée des inculpations pesant sur les animateurs du Coral. Mais dans le cas de René Schérer, professeur à l'université Paris VIII, cette louche machination prend une allure encore plus sinistre; il a été

inculpé purement et simplement sur la base de ses opinions en faveur de la liberté sexuelle pour les mineurs. Il est vital que le mouvement ouvrier lutte pour les droits démocratiques élémentaires, exige la levée de toutes les inculpations et combatte cette chasse aux sorcières réactionnaire!

Aujourd'hui il se commet en France une grande quantité de crimes sexuels bien réels. On inculque aux jeunes la peur, la culpabilité et la répression simplement pour penser au sexe. Dans certains établissements scolaires, on sépare encore des adolescents selon le sexe, de façon inhumaine et artificielle. Le carcan religieux de l'Eglise catholique et des autres sectes religieuses maintient des milliers de femmes enfermées dans un cycle sans fin de misère et de grossesses. Et c'est dans la "très sainte" Lourdes qu'on a vu cet été une jeune femme abandonner son bébé dans une poubelle. Il y a aussi l'affreuse frustration et la tension sexuelle qui se font dans la famille elle-même, s'accompagnant de brutalisation des enfants, y compris de mauvais traitements sexuels. Les viols et d'autres crimes bien réels

sont, avec la prostitution — éternelle compagne de la monogamie forcée —, la réalité sordide derrière la "moralité publique".

Face à ce qui est une évidente machination réactionnaire, les tartuffes sociaux-démocrates ne peuvent que dénoncer la "perversion" (comme Defferre le 24 octobre). En maintenant la loi Veil, en offrant seulement un malheureux palliatif (remboursement à 70% sur un budget gouvernemental qui doit être renouvelé chaque année par l'Assemblée nationale), le gouvernement Mitterrand refuse le droit démocratique élémentaire de l'avortement libre et gratuit. Voilà l'ordre moral social-démocrate! Mais ce n'est pas simplement une question de capitulation devant les réactionnaires. La réaction sociale accompagne inévitablement l'austérité capitaliste. Le gouvernement d'austérité et de guerre froide cherche inévitablement à "embrigader" la jeunesse. Engagés à gérer le capitalisme, les réformistes laissent évidemment intacts les piliers de l'ordre bourgeois, comme la famille.

Une des premières conséquences d'une révolution socialiste sera l'élimination de toutes les lois discriminatoires et des sanctions pénales contre les comportements sexuels dits "déviants". Le but ultime du marxisme a toujours été la création d'une société où tous les individus pourront développer au maximum leurs potentialités, libres des contraintes économiques et des souffrances intellectuelles qui les accompagnent.

Paris, le 31 octobre 1982

Washington...

Suite de la page 12

maire vint à la manifestation pour dire qu'il n'avait jamais eu l'intention de bloquer la manifestation.

Durant deux heures des flots de manifestants ont rejoint le rassemblement. Certains avaient traversé tout le pays pour venir. A New York, lors de la réunion de préparation de la veille au soir, nous avons choisi le titre facétieux de *Bataillon Youri Andropov* comme plaisanterie fractionnelle vis-à-vis du nombre assez grand d'ex-membres qui se trouvaient là. Mais donner des noms aux cars était une idée qui fit son chemin. Les travailleurs noirs des chantiers navals et des docks de Norfolk, en Virginie, choisirent le nom de *Brigade Nat Turner*, dirigeant d'une légendaire révolte d'esclaves. De Boston, la *Brigade Colonel Robert Shaw*, à la mémoire du commandant d'un régiment bien décidé de Noirs de l'Union pendant la guerre de Sécession. Les cars transportant les ouvriers de l'automobile et de la sidérurgie du Middle West constituaient le *Bataillon Ulysses S. Grant*, et de la côte ouest vint le *Commando Big Bill Haywood*. Mais ce qui fut décisif, ce fut le flot de milliers de Noirs de Washington en colère, déterminés à ce que leur ville ne soit pas transformée en lieu de parade pour ces assassins de la nuit. Les travailleurs du bâtiment et des chemins de fer, les fonctionnaires rejoignirent les étudiants de Howard pour stopper le Klan. Et ils l'ont fait.

Un service d'ordre de la Spartacist League et de solides syndicalistes et responsables ont assuré la protection d'une manifestation combative et disciplinée. Le président du local syndical 1906 [chemins de fer], Vince Bensen, lors de la conférence de presse donnée sur place a dénoncé le chef de la police Turner pour son appel à ne pas participer à la manifestation anti-Klan. Il y avait deux questions clés dans la tête des manifestants du rassemblement de Washington contre le Klan: comment arrêter la terreur du Klan et comment lutter pour des emplois. Une banderole de la Spartacist League à la manifestation proclamait "Occupations pour lutter contre les licenciements massifs! Rompez avec les républicains et les démocrates! Construisons un parti ouvrier!" Sur d'autres drapeaux, on pouvait lire "Stop au

cassage des syndicats par Carter/Reagan! Les piquets de grève signifient: on ne passe pas! Mettez en mouvement la puissance des ouvriers!" et "Défense ouvrière/noire de l'intégration scolaire! Étendez la aux banlieues, enseignement supérieur public gratuit pour tous" et "La guerre antisovietique signifie l'esclavage capitaliste pour les masses polonaises, afghanes et angolaises". La foule applaudit les orateurs de la Spartacist League et les syndicalistes qui appelaient à une action ouvrière combative pour écraser le KKK et virer Reagan. L'orateur de la SL, Don Andrews, souligna que les manifestations du Klan "sont le reflet intérieur de la guerre antisovietique de Reagan, parce que le Klan, Reagan et les démocrates disent tous: repoussez le communisme, du Salvador à la Pologne et à l'Union soviétique". Un rugissement d'approbation s'éleva de la foule lorsque le porte-parole de la Spartacus Youth League [organisation de jeunesse de la SL], Jackie Brooks, annonçait: "Le Klan peut être stoppé, s'il se montre aujourd'hui. Qu'ils sachent que nous ne sommes pas juste des pacifistes qui les laissent

prêcher la haine de race, la terreur raciale et les laissent continuer à tuer."

Lorsque l'heure de la manifestation du Klan approcha, la foule se dirigea vers Constitution Avenue. Même les barricades et les centaines de flics auraient été incapables d'empêcher les milliers de manifestants de se répandre dans les rues et de donner au KKK une leçon bien méritée. Pendant plus d'une heure et demie, les manifestants scandèrent des mots d'ordre de façon militante et tinrent tête en face des cohortes de flics alors que les officiers de police hésitaient. A 12h40, les haut-parleurs de "Mobilisation ouvrière/noire" retentirent: "On a gagné. Ils se retirent. C'est parce que des milliers de gens sont venus. Les flics ont escorté leurs amis du KKK hors de Washington. Nous disons: 'Bien, foutez le camp!'". De vifs applaudissements accueillirent cette nouvelle, mêlés à la colère d'avoir été dépossédés de l'occasion de s'occuper des fascistes.

En plus de "Mobilisation ouvrière/noire", de nombreuses petites manifes-

tations ont eu lieu le même jour. La plus grande a été celle appelée par l'APC (All Peoples Congress), un groupe paravent du Workers World Party (WWP) de Sam Marcy qui rassembla peut-être deux mille manifestants au maximum. L'action de l'APC, à plusieurs kilomètres de la mobilisation qui arrêta le Klan, a été la supercherie réformiste habituelle pour exploiter le ressentiment contre les tueurs du KKK et attirer des votes pour les démocrates. De jeunes Noirs, attirés par l'appel à "manifeste contre le KKK" s'impacientaient, tandis que des politiciens démocrates débattaient des discours sur "refouler le réaganisme" et "se concentrer sur des questions plus larges". Lorsque la rumeur courut que le Klan était à Lafayette Park, ceux qui étaient venus pour arrêter le Klan sont partis pour faire justement cela. Les marcyistes ont d'abord essayé de convaincre les gens de ne pas y aller, puis ils ont fait un cordon pour les empêcher d'y aller. L'APC avait promis une action anti-Klan, ils n'ont donné que de la déception. Beaucoup de jeunes partis de leur propre chef ont été matraqués



La presse française témoigne du large écho rencontré par la manifestation anti-Klan de Washington

Rouen...

Suite de la page 9

pour toutes, y compris mineures et immigrées! Abrogation de la loi Veil! Rompez avec Mitterrand!", environ 35 personnes, dont plusieurs mineures et immigrées mobilisées par notre campagne. Le PCI réformiste de Lambert et la LCR vont collaborer pour, sinon nous exclure de la manifestation (ce dont ils étaient bien incapables), mais du moins nous en tenir à l'écart. De peur que nous contaminions leurs militants! Après que le PCI (habitué aux violences contre les autres organisations ouvrières) nous eut bloqué la rue pour nous mettre en queue de manifestation, les apprentis "gros bras" de la LCR — suivant une méthode apprise auprès de leurs amis bureaucrates réformistes — ont pris son relais en formant un "cordon sanitaire", nous maintenant séparés du reste de la manifestation. Nos mots d'ordre ("Avortement libre et gratuit, y compris mineures et immigrées!", "Mitterrand/Walesa, pour la guerre froide, contre l'avortement!", "Mitterrand anti-avortement, anti-ouvrier, antisovietique!", etc.) se sont alors enrichis d'un autre: "Le cordon sanitaire de la LCR protège Mitterrand des révolutionnaires!" Dans les jours qui suivirent, deux responsables syndicaux de la CFDT, l'un de la santé et l'autre de Renault-CKD, ont protesté auprès de la LCR contre cette violation scandaleuse de nos droits démocratiques.

Dans le meeting organisé par la LTF une semaine après pour clore notre campagne sur Rouen, la camarade Dadou expliqua que le comportement scandaleux de la LCR n'était pas le fruit du hasard, mais le comportement typique de capitulards qui veulent faire taire la voix des révolutionnaires. De 1966/67 à 1976, sympathisante puis militante de la LCR, la camarade retraça l'itinéraire de la LCR sur la question femme et expliqua, de façon vivante, comment, du fait de sa politique suiviste — de la capitulation devant les féministes petites-bourgeoises à celle devant le front populaire —, elle a toujours été incapable tant de lutter pour les droits des femmes que de faire de ses militantes des cadres révolutionnaires:

"C'est à cette époque, fin 71-janvier 72, que j'adhère à la Ligue communiste, voulant et croyant participer à la construction du parti révolutionnaire. Mon adhésion et celle d'un autre camarade d'ailleurs dans la salle sont un exemple typique de la conception erronée du parti qu'a la Ligue communiste. Pour mon cas, on m'a dit: 'Alors, Dadou, il y a si longtemps que tu nous suis, eh bien rentre chez nous (...)'! Mais je n'ai absolument jamais eu une seule discussion sur la nature de l'URSS. (Quand on sait que la LCR se réclamait du trotskysme!) Je n'ai jamais véritablement eu de discussion sur le parti, sur la conception que je pouvais avoir du parti. J'ai adhéré par copinage, parce

que j'étais la femme, à l'époque, d'un militant de la Ligue communiste. Rien de plus! (...)

"Au congrès national de la Ligue communiste en décembre 74-janvier 75, une camarade, Sand, qui était membre du CC, a proposé (c'était la fameuse motion Sand) un tiers de femmes au comité central. (...) Elle a proposé, tout simplement comme au PS, un quota, non pas sur la base que ces camarades femmes étaient reconnues comme des cadres de l'organisation, du parti, mais parce qu'il fallait des femmes, tout simplement pour lutter contre, ce qui était réel par contre, le phalocratie existant dans la LCR. (...) Déjà dans la LCR commençait cette lutte de sexes.

"L'absence de programme révolutionnaire de la LCR a précipité vraiment, et c'est vrai que ça fait mal aux gens qui ont milité avec ces camarades-là, toutes ces remarquables militantes révolutionnaires qu'auraient pu être Sand, Annette, Chantal... directement vers le féminisme. En effet ces camarades-là se sont dit mais pourquoi construire un parti qui en fin de compte colle complètement à ce qui est un mouvement autonome des femmes? Je me souviens qu'il y avait une militante vraiment très bien, Chantal, qui était responsable du travail ouvrier, et qui, à partir du moment où elle a commencé à faire du travail femme, a quitté l'organisation et elle est allée construire

le mouvement autonome des femmes. (...) Quel gâchis!

"Aujourd'hui, la LCR refuse de combattre pour les revendications des femmes; elle sacrifie les femmes au front populaire. (...) En disant 'Rompez avec Mitterrand! Pour un gouvernement ouvrier', nous sommes les seuls à défendre véritablement les femmes. (...) Dans la TSI, nous reprenons à notre compte — et moi au niveau personnel j'insiste là, car j'ai tellement été laissée dans mon oppression de femme par la LCR pendant des années — la phrase de Trotsky dans le chapitre du Programme de transition 'Place à la jeunesse! Place aux femmes travailleuses!': 'Les sections de la Quatrième Internationale (...) trouveront (chez les femmes travailleuses) des sources inépuisables de dévouement, d'abnégation et d'esprit de sacrifice; et on est quelques-uns à se souvenir ici qu'au congrès de ville de Rouen en 76, quand un camarade, qui allait plus tard rejoindre la LTF, a cité ce passage du Programme de transition, les féministes de la LCR, Sand la première, ont véritablement hurlé; elles étaient prêtes à nous taper dessus. (...) C'est vrai, toute cette énergie que dépensent les femmes dans les tâches ménagères, avec les gosses, etc. Cette énergie-là, c'est une véritable force au service du parti, non pour lutter contre les hommes, mais contre la classe ennemie: la classe bourgeoise!'"

et ont reçu des flics du gaz lacrymogène.

À la suite de la manifestation, la presse bourgeoise a fait du sensationnel avec "la violence" et "les pillages". En fait, il y a eu très peu de désordre, et c'est la police qui l'a provoqué. Le mot "violence" en lui-même est un mensonge délibérément utilisé pour suggérer les images racistes de jeunes Noirs maraudant pour tuer des blancs. Ce qui s'est passé, c'est que le Klan a été stoppé. Ailleurs, la police chargeait les manifestants anti-Klan frustrés. Le "pillage" qui eut lieu était une provocation policière. Aux informations télévisées du réseau national, on pouvait voir les flics frapper les jeunes Noirs et les envoyer contre les vitrines des magasins. Evidemment, les vélos ont disparu des magasins après. Maintenant les couards marcyistes couinent "Ce n'était pas nous." Nous disons: le boulot du KKK, c'est de tuer. Levez les inculpations contre les manifestants anti-Klan!

Washington n'est pas seulement une ville noire à 75%. C'est une ville noire du Sud. Beaucoup d'habitants noirs de Washington viennent de familles qui ont eu une expérience directe de la terreur de ces assassins de la nuit. Ces sentiments sont si profonds que certains flics noirs commencèrent à manifester des gestes de solidarité, acceptant des tracts, serrant les mains de manifestants et faisant le salut Black Power. Il y a même eu une rumeur comme quoi des employés de bureau noirs de la CIA s'étaient organisés pour s'opposer au Klan.

Laminés par le chômage et la pauvreté, en butte aux attaques racistes du candidat préféré du Klan à la Maison Blanche, les Noirs en ont assez! C'est pour ça qu'ils sont venus, et c'est pourquoi notre slogan "Un, deux, trois, quatre, il est temps de finir la guerre de Sécession, cinq, six, sept, huit, en avant vers un Etat ouvrier!" a été si populaire.

La bourgeoisie de Washington a deux versions différentes de la manifestation du 27 novembre. Le maire Marion Berry, un ex-dirigeant de SNCC [Student Non-Violent Coordinating Committee, une des plus radicales organisations noires pendant le mouvement pour les droits civils], avait un soupçon de soulagement: "Il y a beaucoup d'émotion à propos du Klan, cela aurait pu être pire." D'un autre côté, le député de Washington, Fauntroy, s'est attaqué violemment à la manifestation anti-Klan. Fauntroy, qui a eu environ 100 à 150 personnes à son action de diversion Community Unity, dénonça "les radicaux trotskystes" qui sont allés dans les quartiers noirs avec une voiture sono "invitant les jeunes Noirs à aller en ville et attaquer le Klan" (Washington Post, 29 novembre). L'éditorial du Post titrait "La honte du samedi" à propos "des fauteurs de troubles". Et maintenant les marcyistes rampent devant les mensonges sur la "violence", s'accrochant à Fauntroy, au Post et à Reagan, et à tous ceux qui veulent que les terroristes du KKK paraden librement.

Nous, trotskystes de la Spartacist League, sommes fiers d'avoir été à l'initiative de cette mobilisation ouvrière/noire, qui a attiré des milliers de syndicalistes et de jeunes



Washington Post.



La mobilisation de masse des ouvriers/Noirs a chassé les fascistes.

WV

et qui a effectivement arrêté le Klan. Loin d'être "la honte de samedi", cela a été vu comme une victoire des Noirs de Washington. En attaquant violemment les trotskystes, qualifiés "d'agitateurs extérieurs", exactement comme ceux qui luttèrent pour les droits civils dans les années 60, ils attaquent 5000 Noirs des plus militants et politiquement conscients de Washington et qui ne laisseraient pas leur ville devenir un lieu de parade pour la terreur raciste.

CONSTRUISONS LE PARTI D'AVANT-GARDE!

Le point principal du Washington Post et des Black elected officials [élus noirs], comme Fauntroy, est d'ignorer le Klan. Mais les deux douzaines de membres du Klan qui sont apparus sur la Hill ne sont que le haut de l'iceberg. Les fascistes se renforcent, ils peuvent aujourd'hui obtenir des centaines de milliers de votes. En période de crise économique, des fractions désespérées de la classe ouvrière blanche et

des chômeurs peuvent être bien être entraînées contre des boucs émissaires. Le Klan appelle à jeter dehors les travailleurs immigrés. Nous disons que quiconque a réussi à passer les frontières a le droit d'y rester. Non aux déportations! Droit de citoyenneté et droits syndicaux pour les travailleurs sans papiers!

Si le Klan avait manifesté à Washington, soutenu par le gouvernement Reagan et son énorme appareil policier, cela aurait été le feu vert donné à cette bande d'assassins pour accroître la terreur contre les Noirs, les juifs et les ouvriers étrangers. C'est une intervention de la Spartacist League qui a rendu possible pour des milliers de Noirs de remporter une victoire contre ces tueurs. C'est pourquoi nous avons besoin d'un parti marxiste d'avant-garde, comme les bolchéviks de Lénine et de Trotsky, pour agir comme mémoire collective de la classe ouvrière, tirant les leçons des luttes passées; comme tribune du peuple, luttant pour les intérêts de tous les opprimés; et pour organiser et unir le prolétariat et ses alliés

dans la lutte contre l'ennemi commun, l'Etat capitaliste raciste. Alors que les libéraux "ignorent le Klan", que les réformistes de tous poils appellent le gouvernement capitaliste de Reagan soutenu par le Klan à "dissoudre le Klan" et que des bandes d'aventuristes préconisent une stratégie de confrontation de petits groupes contre les flics. Seule la SL a lutté pour une mobilisation de masse des ouvriers/Noirs pour arrêter les terroristes racistes. Washington, le 27 novembre, fut une puissante justification de la stratégie de la Spartacist League. Une mobilisation de masse des ouvriers/Noirs a stoppé le Klan.

Après le succès de la manifestation, la SL a organisé une party pour la victoire à l'hôtel Bellevue réunissant 500 des manifestants. C'était l'enthousiasme partout alors que dans les salles s'élevaient les cris "Nous avons stoppé le Klan". Topaz Dubois, parlant pour la Spartacus Youth League, déclara: "Nous voulons voir des révolutionnaires sortir de cette salle. Parce que le fait que vous soyez venus à cette manifestation signifie beaucoup. Cela signifie que vous voulez lutter, sous un programme qui peut gagner. Nous avons annoncé notre désir de construire une section locale à Washington. Sans un parti, il n'y aurait pas eu d'action à Washington contre le Klan." Parlant un peu plus tôt au moment du meeting, un représentant de la SL, Don Andrews, posa le problème: "La question de construire un parti racialement intégré de révolutionnaires prolétariens dans ce pays est une question de vie ou de mort. Vous pouvez voir que le Klan et les nazis sont en train de s'organiser pour une guerre de race, cherchant à jeter à la gorge les uns des autres les Noirs et les blancs, cherchant à raviver l'antagonisme racial dans une situation où il y a des blancs de plus en plus désespérés, tout comme les Noirs qui ont été jetés à la rue. Nous sommes ici pour construire le parti ouvrier multi-racial qui peut diriger la classe ouvrière et les opprimés dans ce pays pour prendre le pouvoir. Le mouvement ouvrier doit montrer la voie! Ecrasez les nazis et le Klan! Libération des Noirs par la révolution socialiste!"

urgent

Le succès de la mobilisation anti-Klan de Washington le 27 novembre a coûté beaucoup d'argent; le Bolchévik salue les 5.000 militants qui sont venus pour s'opposer à la provocation fasciste. Nous lançons un appel à nos lecteurs de ce pays qui auraient aimé être présents à cette manifestation à soutenir cette action en envoyant des maintenant de généreux chèques à:

Spartacist League/US
c/o Le Bolchévik
B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10

Chèques à l'ordre du Bolchévik, en précisant "manifestation anti-Klan du 27 novembre"



A Rouen, le 11 décembre 1981, 400 manifestants mobilisés à l'initiative de la LTF pour arrêter les fascistes.

Le Bolchévik

Spartacist Sri-Lanka



Commande à la Biblioteca de Comunicação
Spartacist League/Lanka
33 Canal Row
Colombo 01 Sri Lanka

Washington: 5.000 à l'initiative de la Spartacist League



Nous avons arrêté le Klan !

Nous reproduisons ci-après le texte du supplément à *Workers Vanguard*, journal de nos camarades américains de la Spartacist League, sorti après la manifestation du 27 novembre.

Plus de 5.000 manifestants, en majorité noirs et dont beaucoup de syndicalistes, ont chassé le Klan de Washington le 27 novembre. C'était une victoire historique pour les travailleurs, pour les Noirs, pour tous les Américains intègres. Les fascistes du KKK avaient déclaré qu'ils se rassembleraient au Capitole et qu'ils manifesteraient jusqu'à la Maison Blanche sous leurs cagoules blanches pour exhiber leur pourriture fasciste. Ils avaient l'intention de répéter le spectacle de 1925, quand 40.000 membres du Klan paraderent sur le même parcours. Et l'administration Reagan était déterminée à imposer cette provocation à la population noire de Washington.

Mais l'appel de "Mobilisation ouvrière/noire pour stopper le KKK" reçut un large écho parmi les syndicalistes noirs ainsi que d'autres, venus en masse pour stopper les terroristes racistes en cagoule. Ce n'était pas une occasion pour le Parti démocrate de faire de beaux discours. On pouvait sentir le pouvoir de la classe ouvrière mobilisée pour l'action. Après une dizaine d'années de montée de la terreur raciste et d'attaques pour casser les syndicats, on voyait là comment gagner. Les travailleurs et les Noirs savent qu'il est désespérément nécessaire de lutter, et en nous appuyant sur notre propre force nous avons stoppé le Klan !

Cette mobilisation ouvrière/noire s'est effectuée à l'initiative de la Spartacist League/US (SL/US) après que les premières discussions avec des syndicalistes de la région eurent montré une détermination commune à empêcher par une action militante les brûleurs de croix et les lynchages de défilé dans la capitale du pays. Et le 27 novembre, ceux du Ku Klux Klan ne firent ni rassemblement, ni défilé, ils n'entendirent même pas leurs robes. Au lieu de ça, les milliers de personnes ayant répondu à l'appel de "Mobilisation ouvrière/noire"

bloquèrent l'endroit d'où le Klan devait partir. Jeunes Noirs, syndicalistes et socialistes, ce sont eux qui remonteront Pennsylvania Avenue, occupant finalement le lieu d'arrivée prévu par le KKK, Lafayette Square.

Le 27 novembre, nous avons pris les rues et le Klan la fuit ! Le Klan se vantait de faire parader 200 personnes samedi. Seulement 28 de ces crapules fascistes se sont montrées. Ils se terrèrent comme des rats d'égout près du garage souterrain du Sénat, chiant dans leurs frocs à l'idée de la réception qui les attendait. Les membres du KKK regardaient nerveusement de Capitol Hill en direction des milliers de manifestants combattifs et hostiles prêts à leur faire un sort. La police déclara plus tard que le défilé du Klan avait été annulé à cause de la taille et de la détermination de cette foule. Il était clair pour tout le monde que ces deux douzaines de vermines fascistes ne dépasseraient jamais First Avenue et Constitution Avenue. A la fin, la police fit monter les membres du Klan découragés, leurs robes blanches fourrées dans des sacs en plastique, dans un car scolaire, et les évacuèrent à la sauvette, par un chemin détourné, vers Lafayette Park où ils firent une brève et symbolique apparition.

Au moment où les flics commencèrent à se retirer, les manifestants se répandirent spontanément dans les rues. Renversant facilement les barrières établies par la police, la foule défila sur Capitol Hill. Brandissant d'innombrables pancartes "Stoppez le Klan" de "Mobilisation ouvrière/noire", exprimant sa jubilation aux cris de "Nous avons stoppé le Klan, nous avons stoppé le Klan !" Au sommet de Hill, les flics furent entourés de toutes parts à l'endroit même où le Klan prévoyait de commencer son défilé pour le génocide.

La rumeur se répandant que le KKK était à Lafayette Park, les manifestants tournèrent en remontant Pennsylvania Avenue, suivant le parcours que le Klan prévoyait d'emprunter. Les manifestants anti-Klan avaient pris les rues de Washington

et la police les a simplement regardé passer. En passant devant la Maison Blanche, des centaines de manifestants crièrent "A bas Reagan, construisons un parti ouvrier !" Ils arrivèrent à Lafayette Park aux cris de "Nous avons stoppé le Klan", prenant possession de l'endroit où le KKK prévoyait de mener sa provocation raciste.

Les policiers, tenus en laisse toute la journée, attendaient leur revanche. Juste devant la Maison Blanche, entourée de centaines de flics, les racistes en uniforme matraquèrent à grand renfort de lacrymogènes les manifestants furieux de voir la police protéger les gens du Klan et les escorter sains et saufs hors de la ville. Alors que les lacrymogènes éclataient dans tous les sens, nous tinmes un meeting combatif dans le square. Al Nelson, parlant au nom de la Spartacist League, déclara : "Il n'y a pas de cagoules blanches ici, seulement le drapeau rouge de la classe ouvrière." A la fin du rassemblement, les manifestants, disciplinés, se dispersèrent sans incident.

Ronald Reagan pense qu'il est manifestement l'empereur de toutes les Amériques, alors que Mme Reagan veut combiner le rôle de la dernière tsarine et celui de Marie-Antoinette. A Washington, les Noirs sont frappés durement par le chômage, mais la Maison Blanche fait bombance dans l'opulence. Le jour avant que la manifestation du Klan dût se tenir, des bruits ont filtré sur les dernières propositions de l'administration Reagan pour surmonter la dépression : supprimer le salaire minimum pour le travail des enfants, taxer toutes les allocations sociales afin de rendre moins "attrayant" le chômage pour les ouvriers licenciés. Le ministre de la justice William French Smith donna à la manifestation du Klan l'aval du gouvernement, et samedi, la Maison Blanche annonçait un entretien avec Botha, premier ministre de l'Afrique du Sud, pays de l'apartheid raciste.

Reagan mène une lutte de classe et de race, et il veut avoir ceux comme le Klan en réserve avec lui. D'ici là, il semble déterminé

à provoquer "un long été chaud" dans le froid de l'hiver. "Mobilisation ouvrière/noire du 27 novembre pour stopper le KKK" était justement cela. Plus qu'aux trois quarts composé de Noirs, le rassemblement a été soutenu par une cinquantaine de responsables syndicaux et une douzaine de sections locales. Ce furent les responsables syndicaux à un niveau plus bas, appartenant aux sections à prédominance noire dans les syndicats de l'AFL traditionnellement conservateurs dans la région qui ont donné un ferme soutien à la mobilisation. Les sections locales de l'International Longshoremen Association (ILA) (syndicat des dockers), à Norfolk, Baltimore et Philadelphie ont soutenu et mobilisé pour la manifestation. Le président de l'ILA international, Thomas Gleason, l'a aussi soutenue. A Washington même, le président du syndicat des enseignants, William Simons, le président du local de l'APWU (postiers) Sydney Brooks, et les membres du bureau exécutif des travailleurs du bâtiment ont été la clé pour mobiliser le soutien du mouvement ouvrier de la région de Washington.

LA MOBILISATION OUVRIERE/NOIRE MONTRE LA VOIE

La politique de Reagan était que le Klan aurait droit de cité à Washington le 27 novembre. Vendredi après-midi, veille du rassemblement, les flics ont menacé d'encercler la manifestation et d'empêcher quiconque d'entrer ou de sortir de ce cercle, faisant du rassemblement un camp de concentration. Ces tactiques arrogantes d'un Etat policier au service du Klan se sont heurtées à un flot de protestations de la part des syndicalistes qui soutenaient la manifestation et des députés libéraux. Et sans doute les souvenirs de ce qui s'est passé à Washington après l'assassinat de Martin Luther King ont aidé à dégriser les flics arrogants. Le lendemain matin le groupe d'intervention spécial du

suite page 10